

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 15 MARS 1978 N° 655

Commission paritaire N° 56 942 - Tél 636.73.76. 1,70 F

LA GAUCHE EN MAUVAISE POSTURE

CONDAMNÉS A S'ENTENDRE

- L'accord de désistement indispensable pour accéder au gouvernement
- Des couleuvres difficiles à avaler pour les militants du PCF

Mitterrand et Marchais à la veille de la rupture du 15 septembre...



...A force de virer à droite, le PS serait-il arrivé à gauche ?

ETAT D'ALERTE DANS LES CAMPS DE RÉFUGIÉS AU LIBAN

El Fath déclare :

«L'opération Kamal Adouane répond à la nécessité de poursuivre l'escalade de la lutte armée contre l'ennemi sioniste».

De nombreux soldats de l'armée d'occupation sioniste et plusieurs véhicules militaires ont été détruits par la Résistance palestinienne au cours de l'opération «Kamal Adouane».

Par ailleurs, de multiples informations indiquent que nombre de victimes civiles sont mortes sous le feu de l'armée israélienne qui a recouru aux armes lourdes pour attaquer le bus où se trouvaient les fedayins.

Tout confirme que le matraquage de la propagande israélienne sur «l'agression venue du Liban» vise à préparer l'opinion à une agression sioniste de grande envergure. Déjà, l'artillerie israélienne n'a cessé depuis samedi, de pilonner le Sud où sont situés des camps de réfugiés palestiniens, chassés de leur pays par la terreur de l'occupant.

Lire nos articles en P. 9

Ainsi donc, 170 jours après la rupture des négociations de septembre, la gauche a repris son masque unitaire. Marchais, Mitterrand et Fabre ont échangé des sourires et des poignées de mains, et on les reverra côte à côte à la tribune des meetings, parfois dans les mêmes salles où ils s'invectivaient il y a quelques jours encore. Les divergences exprimées ouvertement durant ces quelques mois sont cependant si profondes (elles portent sur le fond du projet politique) qu'il n'a pas été possible de les traiter, ni même de les aborder, lundi soir. On chercherait en vain dans le texte de l'accord allusion à une quelconque allusion aux filiales à nationaliser ou pas ; on chercherait en vain une quelconque allusion à la force de frappe, on chercherait en vain une quelconque allusion autre que générale aux principes de la politique extérieure, etc. Seules prévisions, un début de calendrier d'application des mesures sociales, et l'assurance que le gouvernement comprendra des ministres PCF, et en bon nombre. Il faut avoir toute l'hypocrisie d'un Marchais pour parler d'une victoire du PCF en la matière. D'autant plus que les désistements chers, très chers à Mitterrand, ce feront systématiquement, cela a été dit et signé.

Suite page 4

Lire en page 4 et 5 nos analyses et commentaires les résultats du premier tour de scrutin.

Bavure à Paris : 2 morts

LA POLICE ASSASSINE

Lundi, 3h45 du matin. Une altercation entre des chauffeurs de taxi et les occupants d'une camionnette Ford s'envenime. S'estimant menacés par les chauffeurs de taxi, ils s'enfuient. Les motards, prévenus les prennent en chasse. Avenue Saint Mandé, on ne sait pas très bien ce qui s'est passé. Les motards ont tiré, sans sommation semble-t-il. Deux occupants de la Ford ont été tués sur le coup.

Le corps de motard mis en cause avait été créé spécialement par Poniatowski, pour la «surveillance» des grandes villes. Au dernier conseil des ministres, il était question de recruter dix milles hommes pour ce genre de tâches. Dix milles assassins en puissance.

Lire en page 8

Maroc-URSS : accords de coopération

La visite du premier ministre marocain à Moscou s'est achevée lundi 13 mars par la signature d'un accord de coopération d'une durée de 30 ans qui doit faire du Maroc le premier partenaire économique de l'URSS en Afrique.

Lire en page 10

Tchécoslovaquie 30 opposants arrêtés

Un comité s'est organisé pour obtenir la libération de trois membres importants de l'opposition tchécoslovaque. Selon les éléments fournis par la lettre ouverte publiée par le comité, les trois signataires de la Charte 77 ont été arrêtés à la suite d'une provocation policière délibérée.

Lire en page 10

TRAVAILLEUSES, TRAVAILLEURS

- Le 19 mars, refusez vos suffrages aux partis bourgeois de droite et de gauche !
- Après les élections, ce sera toujours le capitalisme
- Rassemblons nos forces pour les luttes d'après mars !
- Préparons la Révolution socialiste !

MEETING UNITAIRE des MARXISTES-LÉNINISTES

Mardi 14 mars, 20 h 30
Salle de la Mutualité

Avec Max Cluzot et Jacques Jurquet

A L'APPEL DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE DE FRANCE (PCMLF) ET DU PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE MARXISTE-LÉNINISTE (PCRml)

L'UOPDP à la télévision et à la radio

Mardi 14 mars à partir de 20 h 35

Primaires à gauche

LE PS S'EST CASSÉ LES DENTS

● Dans l'ensemble des circonscriptions, les affrontements ne se sont pas seulement déroulés entre gauche et droite, mais aussi au sein de chaque camp. En ce qui concerne la gauche, c'est dans la quasi-totalité des circonscriptions que se présentait un candidat PCF d'une part, et un candidat PS ou MRG d'autre part. L'enjeu de ces primaires était de plusieurs ordres : il s'agissait à la fois de contribuer à l'établissement du rapport de force au niveau national, et aussi de tenter de prendre la première place en fonction du deuxième tour. Même si les choses n'avaient pas encore été dites, il est bien évident qu'au PCF comme au PS on savait que le candidat le mieux placé avait toutes les chances d'être le candidat unique de la gauche au second tour, et de bénéficier de la « discipline républicaine ». En privé, certains dirigeants du PS ne cachaient d'ailleurs pas leur certitude de « grignoter » quelques positions du PCF.

Les résultats du premier tour viennent inverser cette prévision. Dans six circonscriptions où le PS l'avait emporté en 1973, c'est un membre du PCF qui arrive en tête au premier tour et devrait donc logiquement être le représentant unique de la gauche dimanche prochain. Dans ces six circonscriptions, le ballottage est nettement favorable à la gauche. Ces six victoires du PCF sur le PS, ce sont la 2^e des Alpes de Hautes-Provence, la 2^e des Ardennes, la 8^e des Bouches du Rhône, la 2^e du Gard, la 21^e du Nord et la 3^e de la Haute-Vienne. Le PS ne parvient à renverser cette tendance que dans la 19^e du Pas-de-Calais, et dans la 3^e de l'Indre et Loire, mais là c'est au détriment du député sortant MRG. D'un strict point de vue comptable, on peut donc parler d'un incontestable

succès du PCF dans sa rivalité avec les socialistes.

Il convient cependant de remarquer qu'en dehors de ces circonscriptions, d'autres primaires entre PCF et PS prenaient une importance particulière, soit parce qu'elles concernaient des circonscriptions où la défaite de la droite est possible, soit parce qu'elles engageaient des vedettes des deux partis. Dans ces cas-là, il convient de tirer des bilans plus nuancés : à Paris, le PS sort incontestablement vainqueur de son duel avec le PCF ; dans la 9^e circonscription, Sarre devance Bonvallet et peut prétendre avoir des chances au second tour ; dans la 13^e arrondissement, Quilès bat Herzog, l'économiste du PCF, et est quasiment assurée d'un poste de député ; dans la 16^e circonscription, victoire de Edwige Avice, du CERES,

face à Perlican ; dans la 25^e, Estier arrive devant Jean Gager, et dans la 26^e Jospin, membre du comité directeur du PS, précède Malberg, membre du CC du PCF. Ce parti parvient cependant (de 95 voix) à garder son siège de député dans le 20^e arrondissement, menacé par le CERES Charzat. Ailleurs, les choses s'équilibrent : Rocard est en tête dans les Yvelines, mais Chapuis est battu dans les Ardennes. Lalumière, du PS, précède Germa dans le Val de Marne, mais Mireille Bertrand, du BP du PCF, l'emporte sur le socialiste Guyard. Il convient de réserver un sort particulier aux endroits où le PCF ne se présentait que sous la forme de PSU ou de gaulliste de gauche (voir article par ailleurs).

Résultats équilibrés donc, mais qui ne sauraient en rien occulter un fait : le PS n'a pas réussi dans sa tentative de régner de manière sensible sur les voix du PCF.

Face à ce qu'il faut bien considérer comme une surprise, une question se pose : comment vont s'opérer les désistements. On doit être quelque peu aigri du côté des permanences socialistes, dans les six circonscriptions perdues, et l'exemple récent des municipales dans le Val de Marne montre qu'il y a plusieurs manières de faire échouer un « partenaire ». Réponse le 19 mars.

LE « RÉÉQUILIBRAGE » DE LA DROITE

La droite elle-même au cours de ses élections a connu un certain nombre de bouleversements internes. On remarque en effet que dans les circonscriptions où il y avait plusieurs candidats de droite, l'issue du combat n'a pas été identique à ce qu'elle avait été en 73. Ainsi en 73 sur 34 circonscriptions dans lesquelles il y avait eu des primaires, le RPR de l'époque (l'UDR) était sorti en tête dans 25 cas. En revanche dimanche, dans le même nombre de circonscriptions, le RPR n'a remporté le duel ou la triangulaire que dans 16 cas. Par déduction on peut en conclure que si les formations qui se sont regroupées aujourd'hui dans l'UDF n'avaient remporté que 9 fois la première place en 73, cette fois-ci ils ont remporté deux fois plus de victoire.

Il semble que plusieurs facteurs soient intervenus pour que ce résultat se

fasse sentir. En premier lieu toutes les formations de la droite à part les ex-gaullistes et quelques formations marginales étaient cette fois-ci regroupées sous le sigle UDF ce qui tant bien que mal a fini par donner une certaine image d'unité à ces fractions de « la majorité ».

Par ailleurs il semble que la réputation de Chirac comme étant celui qui cherche à regrouper ce qu'il y a de plus réactionnaire dans le pays soit maintenant faite.

Une fraction de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie à l'heure actuelle quand elle ne vote pas à gauche, préfère miser sur la solution giscard-socialiste plutôt que sur celle du « recours » chiracien.

Par ailleurs, ce tassement du parti qui se réclame du gaullisme à 21 % des voix, est bien dans la continuation de sa courbe descendante depuis

plusieurs années. Le 18 novembre 62 l'UNR obtint 31,9 % des voix ; le 5 mars 67, elle monte à 37,7 % ; en juin 68 les statistiques recourent à la fois les résultats des giscardiens et des gaullistes ce qui ne permet pas de se faire une opinion précise de l'influence exacte des gaullistes. Ce qui est sûr, c'est qu'aux élections suivantes en 73, les gaullistes ne font plus que 23,9 % des voix.

Chirac peut toujours se vanter d'être le premier parti de la droite. C'est vrai. Il n'en reste pas moins que les voix gaullistes, ou s'en réclamant, subissent une perte sensible à chaque élection. La course poursuite est engagée entre un RPR qui cherche à rester dominant et des centristes-giscardiens qui depuis des années, au grand jour ou par un travail de sape, cherchent à « rééquilibrer » la droite à leur profit.

QUI SE DÉSISTERA POUR QUI ?

Les indications des sondages

Dans un camp comme dans l'autre, la question du désistement se pose avec acuité. De tels désistements dépendent avant tout d'un accord politique. Encore faut-il que celui-ci crée une dynamique unitaire, encore faut-il que les électeurs suivent les consignes de vote de leur parti. On a vu à propos des « quatre cadeaux du PCF » (voir notre article par ailleurs) combien cette discipline était parfois aléatoire.

En ce qui concerne la gauche et les éventuels reports de voix au second tour, des sondages multiples ont été faits sur la

question : sans qu'on puisse accorder un crédit total à ces sondages, ils indiquent cependant des tendances qu'il faut prendre en considération. Plusieurs hypothèses sont envisageables. Tout d'abord dans le cas de duels PCF/RPR au second tour (il y en aura 155) : un tiers des électeurs socialistes hésiterait à voter PCF, et un cinquième des électeurs giscardiens hésiterait à voter RPR.

Dans le cas d'un duel PCF/UDF, là encore un tiers des électeurs socialistes hésiterait à voter PCF, mais aussi certains d'entre eux (le chiffre est bien

difficile à déterminer) donneraient directement leurs voix aux centristes de l'UDF.

Dans le cas d'un duel PS/RPR, les 4/5^e des électeurs du PCF voteraient socialiste, mais un certain nombre de centristes seraient hésitants.

Enfin, dans le cas d'un duel PS/centristes, environ 10 % des électeurs du PCF se désintéresseraient du 2^e tour.

Ayant dire qu'au-delà des accords d'états-majors et au-delà des chiffres bruts, rien n'est encore joué pour dimanche prochain.

Premier tour des élections législatives depuis 1967

| | 1967 | 1968 | 1973 | 1978 |
|----------------|---------|---------|--------|------|
| PCF : | 22,46 % | 20,02 % | 21,3 % | 20,5 |
| PS : | 18,96 % | 16,53 % | 18,9 % | 22,5 |
| MRG : | | | 1,5 % | 2,1 |
| PSU + Ext. G : | 2,21 % | 3,95 % | 3,3 % | 3,3 |
| Div. gauche | 1,42 % | 0,74 % | 1,3 % | 1,1 |
| Centristes : | 12,64 % | 10,34 % | 12,4 % | ... |
| UDR : | | | 23,9 % | 22,6 |
| R.I. : | 37,73 % | 43,65 % | 6,9 % | 21,5 |
| CDP/CDS : | | | 3,7 % | |

Au regard d'un tel tableau, on ne peut que mettre en rapport les chiffres de 78, et qui proviennent, précisons-le, du ministère de l'Intérieur, aux prévisions ou souhaits des différents partis. Mitterrand avait clairement formulé un objectif pour son parti : 7 millions de voix. Malgré les assertions du premier secrétaire du PS dimanche soir, l'objectif n'est pas atteint. Marchais, lui, faut-il le rappeler, avait fixé la barre en janvier à 21 %. Là encore, l'objectif n'est pas atteint. La droite, quant à elle, avait fait preuve de plus de prudence. Il faudra attendre le

19 mars pour savoir si l'objectif fixé par Chirac au RPR -150 députés- est atteint. Quant aux giscard-centristes, ils avaient glissé, sans le crier trop fort, qu'ils « espéraient 5 millions de voix ». Objectif bas, qui bien sûr est atteint et permet donc à Servan Schreiber et Soisson de parler de « percée ».

L'examen des chiffres depuis 1973, est malgré tout sujet à caution. On ne peut guère en effet, parler d'une continuité dans la politique française. 1967, c'était la fin des tentatives gaullistes, tant du point de vue de la poli-

que extérieure de l'impérialisme français que du point de vue du mode de domination intérieure.

Les fissures apparaissent déjà, qui allaient se transformer dès les années suivantes en crise politique. La cohérence apparente de la bourgeoisie française sous De Gaulle allait éclater, pour donner naissance à cet Etat d'extrême division que l'on connaît aujourd'hui : quatre grandes tendances de la bourgeoisie, quatre politiques différentes, et des camps qui se forment en sachant au départ qu'ils sont condamnés à éclater.

A DROITE : LES POLITESSES DU LUNDI

La journée de lundi a été l'occasion d'échanger quelques politesses bien senties dans les partis d'une droite qui sent la victoire à sa portée. Chirac, fort d'un score qui, malgré un certain tassement, le place en tête de la majorité, avait pris les devants lundi, en écrivant une lettre à ses partenaires. Servan Schreiber, na-

guère traité de turlupin, était comme les autres convié à participer à une réunion au sommet, « puisqu'il accepte la règle des partis de la majorité ». L'UDF, dont les leaders voient enfin la possibilité de parler d'égal à égal avec l'ex-UDR, a attendu avant de donner une réponse : seul Lecanuet sera délégué par l'UDF pour

rencontrer Chirac, non pas mardi, comme celui-ci l'avait demandé, mais plus tard... Car on s'y croit, à l'UDF : Soisson, parlant de la lettre de Chirac disait : « J'ai reçu une lettre d'un dirigeant de la majorité », et, parlant de l'UDF, « l'UDF a réussi sa percée. Elle est la donnée majeure des résultats du premier tour ».

L'accord de la gauche Les chances de victoire étaient à ce prix

● L'accord signé lundi soir par le PS, le PC et les Radicaux de gauche n'a rien d'un coup de théâtre. En l'occurrence, c'est bien le contraire, c'est-à-dire une rupture qui eût constitué une énorme surprise.

Nous avons souligné maintes fois dans ces colonnes qu'au-delà de leurs désaccords de fond, irréductibles ceux-là, les partis de gauche étaient en quelque sorte contraints de s'accorder sur l'essentiel, et ce pour la bonne raison que dans l'état actuel des choses, leur alliance est la seule manière qu'ils ont de parvenir au pouvoir en gagnant les élections.

En janvier, la Conférence nationale du PCR ml disait : «...En maintenant ce chantage (contre le PS - NDLR), le PCF a laissé entièrement ouvertes toutes les possibilités d'un accord à l'issue du premier tour (...). La conférence de notre parti a constaté qu'en toute hypothèse la porte restait largement ouverte à un accord entre les partis de gauche, et donc à l'accession du PCF au gouvernement dans l'éventualité d'une victoire de la gauche à l'issue du second tour. » (Compte-rendu du QdP - 17 janvier 78)

Par Nicolas DUVALLOIS

Cette nécessité de rava-ler la façade de l'Union de la gauche pour parvenir au pouvoir a été révélée avec acuité par les résultats électoraux de dimanche. La poussée du PS, sensible aux municipales, ne s'est pas poursuivie, et le PC stagne. Dès lors, la seule chance de victoire de la gauche réside d'abord dans des désistements automatiques pour le candidat le mieux placé, et ensuite dans la mise en œuvre d'une dynamique unitaire susceptible de créer un mouvement d'opinion. C'est cette préoccupation qui a animé les

négociateurs de lundi soir.

C'est cette préoccupation tactique qui apparaît au terme de l'accord : non seulement désistements réciproques, mais aussi campagne commune, meetings communs, affiches communes, etc...

Il n'en reste pas moins que l'accord de lundi soir ne pouvait laisser pour compte les problèmes politiques soulevés lors de la polémique. Entre un Mitterrand qui affirmait ne vouloir négocier qu'après le deuxième tour, et donc s'en tenir aujourd'hui à la simple «discipline républicaine»? et un Marchais qui

ne faisait que répéter : «Il faut négocier un bon Programme commun bien actualisé», le fossé était profond. L'accord l'a comblé à sa manière.

Toutes les grandes divergences soulevées lors des négociations de septembre, et qui avaient occasionné la rupture du 12, sont esquivées soigneusement. Les nationalisations ? Elles sont expédiées en quatre lignes, sans que le mot de filiales ne soit même cité. Il paraîtrait que ce mot tabou n'aurait pas été prononcé pendant les trois heures de discussion. La Défense nationale ? Là encore aucune allusion à l'armement nucléaire, et seulement une phrase vide de sens sur «les initiatives à prendre en vue de garantir l'indépendance du pays». La «gestion démocratique» que veut le PCF ? Encore le plus grand flou, il n'est parlé que de «l'extension des droits démocratiques des travailleurs» sans autre forme de précision.

Malgré tout, deux points méritent d'être signalés : d'une part, un calendrier d'application d'un certain nombre de mesures sociales est adopté. En fixant d'ores et déjà la date de la mise en œuvre du SMIC à 2 400 francs ou de l'application des 40 heures, la gauche se donne un bon

argument électoral. D'autre part, des précisions sont données quant à la composition d'un très éventuel gouvernement de gauche : sa composition tiendra compte du suffrage universel, ce qui, en clair, signifie que le PCF y aurait une place importante, et que l'activité de ce gouvernement serait fondée sur l'égalité des droits et des devoirs, la délibération et la solidarité. Il s'agit là des termes exacts des propositions du PCF auxquels s'ajoute le terme important de «solidarité» imposé par Mitterrand qui espère ainsi pouvoir mieux contrôler ses ministres PCF.

La vraie négociation sur les vraies divergences ne s'engagera donc qu'après le 19 mars et une fois la gauche au gouvernement, si toutefois elle y parvient.

C'est la preuve formelle qu'au-delà des mots, la volonté de ces partis bourgeois de gauche est de parvenir d'abord au pouvoir, même si c'est pour y appliquer des politiques différentes. Pour cela, ils n'en sont pas à une contradiction près.

Rappelons-nous ce que disait Rocard sur le SMIC à 2 400 F, ce que disait Mitterrand sur les désistements sans condition, ce que disait Marchais sur la priorité du programme sur les questions de tactique...

Lundi 13 mars 1978 : Marchais-Mitterrand le poing dans la poche

A 21 HEURES LE LUNDI 13 MARS, le PC et le PS se sont mis d'accord pour ne pas se disputer jusqu'au 19 mars au soir. L'objectif est d'accumuler, pour l'un comme pour l'autre, le maximum de sièges et chacun a besoin du soutien de l'autre pour y parvenir. L'idylle officialisée à 21 heures lundi soir a été préparée tout au long de la journée par un jeu de menaces, de concessions temporaires, de prises de position contradictoires dont les moins spectaculaires ne sont pas celles du PC.

PREMIER ACTE DIMANCHE 22 FEVRIER : A l'issue de la réunion du Bureau politique du PCF, Marchais propose une réunion pour la journée de lundi dont le principe est arrêté depuis plusieurs jours : «Nous proposons que cette réunion ait pour objet l'établissement d'un accord clair et mobilisateur sur le programme, sur le gouvernement commun chargé de l'appliquer et sur les désistements réciproques». PS et MRG disent devoir attendre les réunions de leurs instances pour répondre sur le fond.

DEUXIÈME ACTE LUNDI MATIN : RÉUNIONS EN SÉRIE. Mitterrand tient dans la matinée une conférence de presse à l'issue de la réunion du secrétariat du PS dans laquelle il accuse le PC d'être responsable du tassement de la gauche en «n'hésitant pas à casser pour des intérêts partisans la dynamique de l'Union». Il affirme que «les désistements ne sont pas négociables... Le PS souhaite et veut une majorité commune de la gauche sur un programme commun de la gauche pour un gouvernement commun de la gauche». Sur ces bases le PS réunit son Bureau exécutif élargi à partir de 13 heures aux secrétaires fédéraux, pour définir un texte qui sera soumis au PCF le soir. Une discussion animée aboutit à ce que les dirigeants du CERES retirent finalement le texte qu'ils avaient initialement proposé et adoptent avec la majorité du comité directeur le texte proposé par Estier. Pendant ce temps, les radicaux de gauche se réunissent au cours de l'après-midi.

PLACE DU COLONEL FABIEN, 10 h 30 : Marchais donne une conférence de presse à l'issue de la réunion du Comité central. Il a obtenu carte blanche : la résolution se borne à dire que le CC «a approuvé le rapport présenté par Marchais» et qu'il a défini le mandat de la délégation pour la réunion du soir. Marchais affirme que son souci est «d'aboutir à un accord politique avec nos partenaires sur le programme, sur les principes gouvernementaux, les désistements se trouvant réglés du même coup... Les désistements ne constituent pas une question qui se discute... Les seules choses qui vont se discuter, ce sont les conditions politiques que l'on peut créer pour que les désistements s'effectuent dans les meilleures conditions possibles».

En fin de matinée, pour le PCF, les désistements paraissent liés à un accord minimum, pour le PS il n'en était rien. Le PS avait calculé que le PC pouvait obtenir de 90 à 109 sièges et le PS de 122 à 137 si un accord était obtenu. C'est là-dessus que comptait le comité directeur du PS pour amener le PC à en rabattre. Tout est en place pour la réunion qui s'ouvre à 18 heures au siège du Parti socialiste.

DERNIER ACTE : PLACE DU PALAIS BOURBON 18 À 21 HEURES. 10 délégués par organisation, dirigés par les trois chefs des partis de gauche se retrouvent place du Palais Bourbon. Trois heures de discussion suffisent, pour rédiger le texte définitif. Mitterrand réaffirme à l'ouverture des travaux que le programme commun c'est celui signé en 1972 et que le gouvernement serait commun.

Marchais de son côté déclare : «Vous avez déclaré ne pas vouloir reprendre les discussions sur ce point avant le 19 mars. Au cas où votre position serait inchangée nous le regretterions. Le premier point de l'accord serait un engagement commun... à reprendre ces travaux le 19 mars...»

Nous proposons que notre déclaration commune consigne sous une forme condensée les principaux objectifs et les principaux moyens de la politique nouvelle... La déclaration inclurait évidemment l'affirmation que ces objectifs et ces moyens seraient mis en œuvre par un gouvernement commun de gauche... L'accord entre nos formations comprend naturellement le désistement automatique...»

La possibilité est ainsi ouverte pour que PC et PS puissent avoir le 19 mars le maximum de chances pour avoir les uns et les autres le maximum de sièges. Aucune des divergences essentielles qui ont opposé des mois durant les partis de l'Union de la gauche n'a été surmontée.

MITTERRAND SUR EUROPE 1 MARDI : «LE PCF A DU ACCEPTER NOS CONDITIONS»

«Ce qui était incompréhensible, c'était la polémique, ce n'est pas l'accord. Cette polémique lancée brutalement au mois de septembre sans raison apparente. Et moi j'ai toujours pensé que si on en revenait à des propositions raisonnables, c'était l'accord qui devait prévaloir. L'accord est dans la ligne d'une action que j'ai menée depuis tant d'années. L'accord est dans la ligne de l'élection présidentielle de 1974.

Un accord suppose que chacun y mette du sien... J'estimais qu'il n'était pas possible de négocier ou de marchander les désistements. Les désistements se font très correctement. Nous lançons un appel commun et il y a une formidable mobilisation populaire sur le candidat unique de la gauche par circonscription. Le Programme commun, vous pouvez regarder le texte : l'ensemble des dispositions qui sont notées, enregistrées et qui figureront en somme sur le programme des candidats du 2^e tour, c'est ce qu'il y a dans le Programme commun de 1972 et ce qui a été acquis lors de réunions des groupes de travail en 1977 au mois de juillet et ce qui a été acquis avant la rupture au mois de septembre 1977. Quant à l'actualisation d'un programme commun futur, cela est, conformément à tout ce que j'ai toujours dit, renvoyé après le résultat du 2^e tour, c'est-à-dire après les élections (...)

Pour ce qui concerne le gouvernement, il y a trois ou quatre références... (ce genre de discussions va vite). La première référence, c'est le suffrage universel ; je me demande comment on pourrait faire un accord à quelque niveau que ce soit, et surtout au niveau du gouvernement, en ignorant la volonté des Français.

Les trois conditions fondamentales posées par le PS ont été respectées et il suffit d'avoir quelque mémoire pour que l'on puisse affirmer que le Parti socialiste, dans un esprit d'accord et de conciliation, a pu faire admettre par ses partenaires les propositions de bon sens qui étaient les siennes depuis plusieurs mois (...)

La rupture de septembre 77 a été un drame et, en même temps, une faute politique. Nul n'avait le droit de casser l'espérance de millions de Français (...). C'est cela qui était intolérable, et c'est l'accord qui est bon.

Le texte de l'accord

«Les partis de gauche affirment solennellement leur volonté de tout mettre en œuvre pour aboutir à la constitution d'une majorité commune, d'un programme commun de la gauche. La première tâche du nouveau gouvernement sera de répondre à l'attente légitime des travailleurs et des familles en adoptant les importantes mesures sociales qui apporteront à celles-ci l'amélioration indispensable des conditions de leur vie et du cadre de leur existence. (...)

La réalisation et la poursuite efficaces de cet indispensable effort social exigent que soient appliquées les réformes qui en fourniront les moyens économiques, financiers et politiques indispensables. Il s'agit notamment des nationalisations du secteur bancaire et financier et des groupes industriels qui seront soumis au Parlement dès sa première session, l'indexation de l'épargne, la réforme de la fiscalité comportant en particulier la création d'un impôt sur les grandes fortunes et d'un impôt sur le capital des sociétés, de l'élaboration d'un plan démocratique de développement (...)

Le gouvernement prendra toutes les initiatives appropriées en vue de garantir l'indépendance du pays, d'assurer le développement de la coopération de la France dans le Marché commun ainsi qu'avec tous les

pays qui le souhaitent de progresser dans la voie du désarmement général. Pour appliquer cette grande politique nouvelle, les partis de gauche s'engagent à gouverner ensemble en prenant leur place dans un gouvernement d'Union de la gauche dont la composition respectera la volonté du suffrage universel et dont l'activité sera fondée sur l'égalité des droits et des devoirs, la délibération et la solidarité. Le PS, le PC et le MRG décident le désistement réciproque de tous leurs candidats pour les candidats de gauche arrivés en tête au premier tour. Ce désistement nominatif figurera sur la circulaire et sera diffusé par voie d'affiche. Les candidats se désistant participeront aux réunions publiques organisées en vue d'assurer le succès des candidats de l'Union de la gauche. Les trois partis demandent à leurs organisations départementales de se rencontrer en vue d'assurer l'application de toutes ces dispositions dans le meilleur esprit de loyale coopération.

Les trois partis appellent leurs candidats et leurs militants à se mobiliser pour rassembler dans le même combat toutes celles et tous ceux qui aspirent à un véritable changement. Pas une voix ne doit être perdue pour la gauche. Tout doit être fait et partout pour battre la droite.»

POLITIQUE

Condamnés à s'entendre

Suite de la une

Cet accord flou, partiel, édulcoré, n'a rien d'une surprise. Nous avons dit depuis longtemps qu'il était dans la logique des partis de gauche de s'entendre, s'ils voulaient parvenir au pouvoir par les élections. Le PS sous le masque de l'Union de la gauche, c'est un parti bourgeois comme un autre, pas plus attractif en tout cas. Le PCF sans l'Union de la gauche, c'est un parti qui ne peut espérer accéder au gouvernement, et donc aller de l'avant sans l'application de son projet politique.

A ces considérations d'ensemble est venue s'en ajouter une autre, depuis dimanche : la gauche n'est pas majoritaire dans le pays, et se trouve même en mauvaise posture pour gagner les élections. Seul un accord automatique de désistement, et plus encore le fait que se crée une dynamique unitaire pour faire appliquer ces désistements peut redresser la situation. C'est ce à quoi s'emploie Mar-

chais, Mitterrand et Fabre, puisque leur vœu le plus cher est bien de parvenir enfin à ce gouvernement, base de mise en œuvre de leurs politiques, si différentes soient-elles.

Pendant des années, ces gens-là ont tenté de nous tromper en arborant le drapeau de l'Union de la gauche. Depuis 6 mois, ils tentent de se servir des travailleurs comme masse de manœuvre dans leurs querelles intestines. Et aujourd'hui, une fois encore, il faudrait tout oublier, il faudrait croire que les sourires effacent les insultes d'hier, il faudrait croire à nouveau que l'Union de la gauche existe, et qu'elle et «la» solution.

Assez ! Assez de ces manœuvres politiciennes qui se font au mépris des masses, assez de ces louvoisements qui n'ont pour but que de mettre en œuvre des projets politiques qui vont à l'encontre de nos intérêts, que ce soit le capitalisme d'Etat ou une simple gestion de la crise. Nous n'avons rien à attendre de telles politiques. Vraie division ou fausse union, nous refusons les solutions de la gauche comme nous refusons l'austérité de la droite.

LES CINQ HEURES DE DÉBAT DU COMITÉ UOPDP 13^e

● Samedi dernier, alors que la campagne officielle se terminait pour les partis bourgeois par une dernière bataille d'affiches, le comité 13^e de l'UOPDP organisait cinq heures de forums-débats. Pour le comité 13^e, pas de trêve électorale. Débattre très largement avec des associations de quartier, des travailleurs et des femmes en lutte pour jeter les bases d'un large front, ça ne se compte pas en voix ou en affiche.

Pas plus d'ailleurs pour la centaine de personnes qui ont répondu à l'invitation du comité.

Au forum sur la rénovation et le cadre de vie, on a discuté longuement autour du contre-projet des occupants du 85-87 avenue d'Ivry. Dans un arrondissement aussi marqué par la rénovation, déportation des bétonneurs, le problème des mal logés habitant dans les taudis n'est pas réglé tandis que les nouveaux habitants entassés dans des trous sans vie passent vite de l'illusion d'un meilleur logement à la contestation d'un urbanisme de profit, qui tue la santé et la vie collective.

Alors, quelles luttes ? Occuper ? Certes, c'est une solution en partie, mais combien d'occupations ont débouché un jour sur une victoire ? Faire des contre-projets comme les occupants du 85-87 ou comme les cinq familles du Marais il y a un an ? Autour du contre-projet de la ZAC Baudricourt, le débat s'est engagé. Réunissant des représentants d'associations locales, des écologistes et J. Delarue, le président de la FUT venu apporter au débat le

bilan des luttes contre la dégradation des transports.

DÉBAT AVEC DES GRÉVISTES

Un autre débat se tenait simultanément dans une autre salle, réunissant de nombreux travailleurs d'entreprises du 13^e.

Placé sous le signe des luttes avec la présence d'une gréviste active de la Caisse des Allocations familiales (5 semaines de grève déjà), de postiers, d'employés sous contrat à durée limitée, d'ouvriers de l'ADIP, le débat permit une réflexion approfondie sur le bilan des luttes depuis 74. Le blocage des fédérations syndicales, la crainte des travailleurs devant les manipulations politiques (comme à la CAF) ou la confiscation de l'outil syndical par les partis de gauche comme à l'ADIP. Ce fut la première partie du bilan.

Alors, aujourd'hui comme hier ou comme demain, il faut développer

l'autonomie des luttes des travailleurs.

Ensuite, replacé dans le contexte des luttes politiques de l'après 78, donc des revendications des travailleurs, le débat ne permit pas de clarifier totalement l'apport spécifique de l'UOPDP dans cette bataille de l'après mars. Comment construire le front de lutte ? Comment se distingue-t-il du travail des syndicalistes révolutionnaires ?

Toute la réflexion autour des questions posées permit cependant de comprendre que pour mieux y répondre, il fallait aujourd'hui multiplier les débats avec les travailleurs dans leurs entreprises, profiter des élections pour tester les propositions de l'UOPDP et ne pas se contenter de l'appel du comité d'initiative national ou d'un bilan de syndicaliste.

LE MOUVEMENT DES FEMMES

En fin d'après-midi, le débat sur le mouvement des femmes fut introduit par une camarade qui précisa l'importance que revêt la lutte des femmes. Comment s'organiser pour avoir droit à la parole dans le syndicat ? Comment expliquer que la CFDT n'accepte pas la mise en place de commissions femmes ? De nombreuses travailleuses expliquèrent qu'elles attendaient déjà du comité UOPDP que tous les problèmes

spécifiques y seraient débattus, garde des gosses par exemple. D'où la nécessité d'une commission femmes.

Mais en plus de cela, une militante d'un groupe femmes du 13^e expliqua le rôle de l'UOPDP. Pour elle, pas question de refaire un nouveau groupe femmes. Au contraire, l'Union ouvrière et paysanne doit aller porter le débat politique dans le mouvement des femmes parce que c'est là que les femmes se regroupent aujourd'hui et que se mène le débat sur la récupération de leur mouvement et les bases politiques de leurs luttes.

A 21 h le dernier forum s'est terminé, après que de nombreuses femmes aient apporté leur adhésion au comité.

Marquant une étape importante dans la campagne du comité 13^e, le nombre de participants et le large débat est un appel à poursuivre largement la réflexion avec tous ceux qui aujourd'hui se posent les questions des luttes de demain et du rôle que la gauche y jouera face à une droite affaiblie comme le montre les résultats du premier tour.

Cette nécessité, le comité l'a ressentie comme une exigence des personnes qui ont répondu à son appel ce jour-là.

Correspondant 13^e

MINISTRE DES COLONIES

Pour Stirn qui n'a pas peur de dire n'importe quoi sûr qu'il est de se retrouver en congé du gouvernement d'ici quelques jours, «les résultats du premier tour ont montré de façon éclatante le succès de la politique menée depuis quatre ans par le président de la République» dans ce qu'il appelle «les départements et territoires d'Outre Mer».

LE PREMIER !

Selon le PFN (fasciste) une des principales leçons de ces élections c'est qu'il est le principal parti de la droite ! Heureusement que l'on ne compte pas sur le ridicule pour combattre le fascisme !

UNE FOIS SUFFIT

Les milieux proches de l'Elysée affirment que Giscard ne s'exprimera pas explicitement sur le bon choix avant dimanche, car sa déclaration de samedi dernier couvre les deux tours. Merci.

A 4 jours du scrutin

BARRE HUÉ AU PUY-EN-VELAY

● Bien qu'avec un peu de retard, nous publions aujourd'hui une correspondance envoyée par des militants de l'UOPDP du Puy de Dôme. Celle-ci mérite publication car les incidents dont Barre, a été la victime sont passés quasiment inaperçus dans le concert électoral.

Nous avons appris par ailleurs que la Police a opéré le lendemain sept interpellations de travailleurs qu'elle soupçonnait d'avoir participé à la manifestation dont trois ont été déferés au parquet.

Barre le jeudi 9 mars, est venu prêcher la bonne parole dans ce département considéré par la majorité comme un de ses fiefs.

Les travailleurs y sont durement touchés par la politique d'austérité. Les tanneries du Puy qui employaient 1 300 personnes en 72, n'ont plus qu'un effectif de 700 personnes. Les plans de restructuration et les aides financières se succèdent pour faire survivre l'usine du Puy jusqu'après les élections.

D'autres petites usines aux mains de trusts multinationaux ou de petits patrons locaux n'offrent aucune garantie d'emploi.

La Haute-Loire est le département du plus grand nombre de bas salaires mais aussi, proportionnel-

lement, du plus grand nombre de grosses fortunes locales : n'entend-on pas un bourgeois du coin se vanter d'avoir acheté son millième appartement ?

La condition paysanne n'est pas plus brillante. Travaillant sur de petites exploitations d'une terre ingrate dans un climat difficile les petits paysans ont de plus en plus de mal à survivre. L'exode rural est accéléré : 2 personnes par jour quittent la terre.

Il devient de plus en plus difficile pour les travailleurs et les petits paysans, de vivre décemment en Haute-Loire.

C'est dans ce contexte et à l'annonce de la venue

de Barre que lors d'une inter-syndicale FEN CGT CFDT, la FEN et la CGT ont rejeté la proposition de la CFDT d'appeler à manifester contre la venue de Barre à 20 h 30. FEN et CGT se sont contentés de proposer une réunion démobilisatrice à la Bourse du Travail à 18 heures, alors que Barre arrivait à 21 h.

La CFDT s'est inclinée et a participé à la diffusion du tract commun appelant à cette réunion. Mais, dans une des deux boîtes principales du Puy, les sections syndicales CFDT et CGT des Tanneries refusèrent de distribuer le tract commun et éditèrent leur propre tract appelant à une manifestation à 20 h devant la salle du meeting de Barre.

De son côté l'UOPDP fit passer par voie de presse puis par tracts à la réunion de 18 h, un appel à la manifestation de 20 h.

Lors du rassemblement de 18 h, il y eut une centaine de personnes. La CGT et la FEN confirmèrent leur position, proposant en plus de porter

une motion à la préfecture ! Quant à la CFDT, elle annonça qu'elle soutenait les deux sections syndicales qui avait appelé à la manif à 20 h.

Un membre de l'UOPDP pris alors la parole appelant tous les travailleurs présents à se rendre à la manifestation.

LES TRAVAILLEURS A L'OFFENSIVE, MALMENENT LE GROS BARRE

A l'heure de son meeting, le jeudi 9 à 21 h, c'est un millier de travailleurs qui manifestèrent leur hostilité au premier commis de l'Etat bourgeois, responsable du chômage et de la vie chère. Malgré la meute de flics en uniforme et des gardes mobiles en armes, c'est sous les huées et les slogans «Giscard-Barre barrez-vous» «Barre y'en a marre» «Barre au chômage» etc., et le chant de l'Internationale que le gros

Barre dut gagner la tribune... par la fenêtre... !

Les flics, copieusement hués eurent bien du mal à contenir les manifestants qui poussaient vers l'entrée de la salle.

Pendant toute la durée du meeting, les manifestants n'ont pas cessé de scander des mots d'ordre hostiles à Barre et au pouvoir en place.

A la sortie, par la porte cette fois-ci, Barre accueilli par des jets d'œufs et de pierres, eut bien du mal à regagner sa voiture, protégé par ses gorilles et ses flics. Ses comparses locaux, Barrot notamment, connurent les mêmes péripéties.

La manifestation se termina au chant de l'Internationale.

Les travailleurs ont su au cours de cette soirée montrer leur combativité et leur sens des responsabilités apportant par là le démenti le plus efficace aux dirigeants des partis de «gauche».

Corr. Le Puy

CIRCONSCRIPTIONS DISPUTÉES : LE TABLEAU DES LIMITES DE LA GAUCHE

● Au cours de la dernière législature, la composition de l'Assemblée nationale s'était assez sensiblement modifiée pour qu'il soit difficile de déterminer avec exactitude combien de sièges devraient, lors de ces élections, changer de mains pour assurer une majorité de gauche. En gros, on peut cependant les estimer à une soixantaine. Si l'on s'en tient, d'une façon mathématique, et certes trop rigide, aux résultats chiffrés du premier tour, on retrouve bien l'incertitude du scrutin de dimanche.

En additionnant aux partis de gauche les scores obtenus par les groupes «d'extrême gauche» qui appellent à les soutenir, ainsi que deux tiers des voix écologistes; en comptant que la «majorité» récupère la totalité des voix fascistes, et un tiers des écologistes, et en neutralisant les résultats obtenus par les jobertistes et autres «apolitiques», on obtient, en effet, sur les 115 circonscriptions généralement considérées avant le deuxième tour comme susceptibles de passer à gauche, le résultat suivant : 24 iraient au PCF, 18 au parti socialiste. Une bonne douzaine se trouveraient assez chaudement disputées.

Il faudrait donc, en admettant que les désistements mutuels soient effectivement effectués entre partis de gauche, que la totalité des circonscriptions disputées soient gagnées par la gauche pour approcher la majorité. Cependant, cette première appréciation doit encore être corrigée. D'une part, étant donné les résultats très équilibrés du premier tour, certaines circonscriptions données acquises au député sortant de gauche pourraient se trouver en danger. Le cas est net, par exemple, à Toulouse, où le socialiste Savary se trouve menacé par l'ex-radical de gauche Caillavet, passé à la «majorité». D'autre part, des circonscriptions pré-

sumées acquises à la droite ne sont en fait pas si avancées que cela. Mais le problème se pose également pour le trésorier du PS, Charles Emile Loo, à Marseille, et pour une série d'autres députés sortants socialistes.

De plus, la question des reports de voix, au deuxième tour, entre des partis qui se sont tellement querellés ces derniers mois, n'est pas résolue d'avance. Côté PCF, une tradition de discipline électorale a beau exister, des rancœurs pourraient quand même s'exprimer ici et là.

Mais surtout, du côté du PS, l'ensemble des sondages faits avant le premier tour donnaient une proportion assez faible de reports sur le PCF (variant parfois entre 50 et 60%). La question sera d'autant plus aiguë dans les circonscriptions qui verront au deuxième tour un duel PC-UDF : tout un électoral du parti socialiste se trouve en effet flottant entre

lui et le «centre». La question se posera dans la première circonscription du Cher, dans la deuxième de l'Indre, en Meurthe et Moselle, dans la 7^e, et dans plusieurs autres à travers la France.

Dès maintenant d'ailleurs, les commentaires favorables à la droite commencent à spéculer sur le nombre relativement élevé de circonscriptions où le PCF est arrivé devant le PS, du fait du tassement de la progression de celui-ci. Trois choses sont en tout cas certaines : d'une part, le Parti socialiste ne bénéficiera pas, à moins d'un renversement de tendance, de tous les sièges qu'il comptait rafter; d'autre part, le PCF devrait vraisemblablement enlever à la droite un nombre non négligeable. Enfin, si une majorité de gauche devait quand même se dégager finalement, ce serait presque assurément d'une très courte tête.

Jean LERMET

Réactions syndicales après le premier tour

Dès dimanche soir, le bureau confédéral de la CGT publiait un communiqué dans lequel il affirmait que «les travailleurs avaient montré leur volonté de changement». Par ailleurs, les dirigeants de la CGT poursuivaient dans la voie qu'ils se sont fixée pendant tout le temps de la rupture de la gauche; ils ajoutaient en effet : «A partir de ces résultats, il est possible de parvenir le 19 mars à une victoire qui permette l'accession d'un gouvernement de la gauche unie (...). C'est au vu des résultats des discussions entre les partis de gauche, poursuivait la confédération, que la CGT déterminera son engagement dans la campagne au second tour.»

mars au soir par cette instance. On peut y lire notamment ceci : «Les jours qui viennent vont être décisifs. L'attitude de chacune des forces qui veulent le changement va être déterminante pour créer l'élan populaire qui manque encore et transformer la défaite de la droite en un net succès de la gauche permettant d'assurer les transformations sociales nécessaires. Consciente du caractère historique du moment, poursuit la déclaration, la CFDT appelle les travailleurs et les travailleuses à mesurer l'importance de l'enjeu pour leur avenir que représente le vote du 19 mars.»

La direction de la CFDT, de son côté, n'a pas relâché non plus son soutien à la constitution d'un gouvernement de gauche. La commission exécutive de la CFDT a en effet envoyé lundi matin aux trois partis signataires du Programme commun la déclaration adoptée le 12

Par ailleurs, la CFDT renouvelle son appel aux «partis de gauche pour qu'ils se prononcent immédiatement et clairement pour un désistement franc et automatique pour le candidat de gauche le mieux placé au soir de ce premier tour».

Dans le droit fil des positions antérieures, tant à la direction CGT que CFDT en somme...

Les «cadeaux» du PCF au PSU et aux gaullistes de gauche

L'ÉLECTORAT DU PCF N'A PAS SUIVI

● Au chapitre des centres d'intérêt de ce premier tour des législatives figurait le comportement des quatre candidats pour lesquels le PCF s'était désisté dès avant le premier tour. Il s'agissait de deux gaullistes de gauche, Gallet et Binoche, et de deux PSU, Bourdet et Depaquit. La préoccupation première du PCF n'était en l'occurrence pas de l'emporter, dans des circonscriptions où ses chances étaient minces, mais plutôt de donner à bon compte une image de son «ouverture» et de sa conception de la «représentativité». Ajoutons que c'était l'occasion de gêner quelque peu le PS sans avoir l'air de l'affronter de front.

Hormis Depaquit, les bénéficiaires de l'opération avaient tous clamés haut et fort leur optimisme, forts qu'ils étaient du soutien d'un parti bien implanté et disposant de militants dévoués. On avait cependant remarqué que les militants de base du PCF rechignaient à soutenir ici un adversaire déclaré de la force de frappe, là un gaulliste jadis tenant de la majorité de droite.

Dans le Val d'Oise, le gaulliste de gauche Gallet

obtient 17,07 % des voix. En 1973, le PCF obtenait dans cette même circonscription 26,57 %. Par contre, le PS est passé de 14,12 % en 73 à 23,09 % en 78. En nombre de voix, cela fait un manque à gagner de 2 000 voix pour le PCF.

Face à Médecin, dans les Alpes Maritimes, la situation est moins tranchée. Le gaulliste de gauche Binoche obtient en nombre de voix le même score que le PCF en 73, ce

qui correspond en pourcentage à une perte de 2,11 %. Là encore, cette régression profite au PS qui gagne quant à lui plus de 7 %. Le pourcentage d'abstentions est légèrement supérieur à celui de 73, ce qui donne à penser que certains électeurs du PCF ont préféré rester chez eux plutôt que d'aller donner leurs voix à un gaulliste.

En ce qui concerne les deux PSU, les chiffres sont encore plus probants. Dans les Yvelines, le PCF, faisait 16,54 % des voix en 73. Le score de Depaquit, pour qui il s'était désisté dimanche, est de 8,49 %. Dans ce cas particulier, ce n'est pas le PS qui bénéficie de l'affaire, puisque lui aussi recule, de 7 % environ. Il est vrai que le candidat soutenu par le PS en 73 était... Rocard. On notera que là encore le pourcentage d'abstentions est supérieur à la moyenne, et on notera aussi que la candidate écologiste fait à peu près le même score que le PSU (plus de 5 000 voix).

Dernier du quatuor des bénéficiaires des largesses du PCF, Claude Bourdet à

Villeurbanne. Il obtient 5 926 voix, soit 12,42 %. En 1973, le PCF plus le PSU obtenaient 12 637 voix soit 29,71 %. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Quant au taux d'abstentions, il est de 7 % supérieur à la moyenne nationale. On peut penser aussi que des électeurs du PCF en 73 ont préféré s'adresser directement au socialiste Hernu, qui fait faire un bond de 12 000 voix à son parti.

Ainsi donc, les militants du PCF s'étaient fait tirer l'oreille pour se mobiliser en faveur du PSU ou des gaullistes de gauche. L'électorat a suivi la même pente, en désertant massivement les consignes de vote du parti révisionniste. Il ne s'agit pas là d'une simple péripétie électorale. A l'avenir, le PCF prendra peut-être moins de risque dans sa politique «d'ouverture». D'autant plus que les discussions ne sont pas finies dans les cellules des circonscriptions concernées, entre les partisans du désistement et ceux qui, dès le départ, s'étaient refusés à marcher dans ce que d'aucuns du PCF appellent déjà «l'affaire».

Les boursicoteurs n'y croyaient plus



De l'argent, il y en a dans ce pays. L'hystérie boursière de la journée d'hier en est un témoignage. Un seul mot circulait : acheter, à n'importe quelle cote, n'importe quoi en n'importe quelle quantité, pourvu que ce soit français.

Du coup, les valeurs françaises ont augmenté de 9 %. Les transactions boursières ont toujours un effet amplificateur, puisque les détenteurs d'actions essaient de prévoir ce que sera l'évolution des cours, de façon à jouer dans leur sens. La fièvre de lundi en est une nouvelle illustration. Mais elle prouve aussi que les brasseurs de capitaux croyaient la gauche plus forte.

Pour la bataille politique de 78

ABONNEZ VOUS
AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

6 mois..... 180 F

Nom
Prénom
Adresse

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

LUTTES OUVRIERES

Saint-Chamond : grave accident du travail à Creusot-Loire 1 ouvrier tué

Samedi matin, un ouvrier, père de 6 enfants, a été tué lors d'un accident qui s'est produit à l'atelier de chaudronnerie H de Clessid Creusot-Loire.

Cinq hommes étaient occupés à repeindre le pont roulant : à 9 mètres de haut. Parmi eux, un ouvrier de chez Potain. Pour leur travail, ils utilisaient un chariot élévateur, équipé d'une nacelle, à l'extrémité d'un bras hydraulique. La nacelle a deux commandes indépendantes, une dans le chariot, l'autre dans la nacelle.

Deux ouvriers étaient dans la nacelle. Brusquement, le chariot élévateur s'est mis en marche. La nacelle s'est mise à balancer sur la poutre inférieure du pont roulant. Les deux ouvriers, prisonniers dans

un étau, n'ont pas pu actionner les commandes de direction. M. de Freitas Ferreira, ouvrier de chez Potain, était mortellement blessé à la cage thoracique.

Le syndicat CGT de Creusot-Loire fait remarquer que depuis quelques mois, les accidents se multiplient, et affirme que «ce n'est pas la fatalité». Mais si ce n'est pas la fatalité, que signifie l'appel qu'il lance aux travailleurs de Creusot-Loire, et dans lequel il les appelle à «se tenir prêts à tout appel de sa part afin d'exiger que le profit ne se fasse pas au détriment de la vie des travailleurs». Mais qui doit être responsable de cet accident, si ce n'est précisément le profit ?

Élections professionnelles... à la Furnon

La CFDT de l'usine Citerex à Villemoustauchou, vient de porter devant les prud'hommes la question des élections professionnelles, telles qu'elles se sont déroulées dans cette entreprise, où elles rencontrent tous les obstacles possibles. La direction a suscité une liste «indépendante» qui a remporté les élections. Mais il semblerait que toute une série d'anomalies se seraient produites : votes par correspondance ne comportant ni timbres, ni cachet de la poste, liste des candidats toujours affichée 48 heures avant le scrutin... Une personne aurait voté pour sa fille ; des menaces de licenciement auraient été exercées. Les «candidats libres» auraient par contre reçu l'assurance d'augmentation de salaires...

Dunkerque : les réparations navales en grève

Les travailleurs de la réparation navale de Dunkerque sont en grève depuis plus de dix jours, et la grève continuait lundi matin. Une rencontre était pourtant prévue lundi entre les représentants de la chambre patronale de la métallurgie et les dirigeants syndicaux. Les grévistes exigent l'indemnisation des heures non travaillées, et l'annulation des mesures de licenciements décidées à Flandres-Industrie. Les trois principales entreprises touchées sont Béliard, Flandres-Industrie et Ziegler. Les grévistes ont mis sur pied des barrages pour empêcher les non-grévistes d'accéder aux docks. Deux navires sont bloqués. Les trois entreprises, dont les dirigeants sont allés s'installer à la chambre patronale, ont décidé de suspendre leurs activités...

FIN DE LA GREVE
A CEGEDUR
PECHINEY

400 ouvriers étaient en grève depuis jeudi, pour exiger l'annulation de la mise à pied de 80 de leurs camarades qui faisaient la grève de la feuille de travail. Ils occupaient l'usine. Le lendemain, les directions syndicales «mettaient fin à la grève», pour «tout mettre en œuvre dans les prochains jours pour reprendre les négociations avec la direction générale de Rive-de-Gier». Les ou-

vriers mis à pied doivent attendre que soient passées les élections, sans doute ?

GALA DE SOUTIEN
POUR LES STANDAR
DISTES

Depuis 40 jours, les standardistes de la société «Télé-Hotesses Prestations» sont en grève pour des augmentations de salaires. Elles organisent, le mardi 14 mars à 20 heures, un gala de soutien, à la Bourse du Travail, 85 rue Charlot (Paris 3^e)

Métro de Marseille

DEFFERRE INAUGURE...

LES CONDUCTEURS REVENDIQUENT !

Samedi 11 est inaugurée la deuxième partie de la ligne du métro qui fonctionne depuis novembre 77. Elections obligent, Defferre essaie d'utiliser à fond les vieilles ficelles des partis bourgeois, mettre en avant des réalisations à la veille (!) d'un scrutin ; et l'enjeu n'est pas mince puisque dans une circonscription de Marseille au moins, le député PCF sortant peut être mis à mal par le candidat du PS : il n'était pas question pour les socialistes de se priver de ce type d'arguments alors que la partie du métro qui est en service est fréquentée à 50 % au dessus des prévisions, malgré le prix du ticket élevé.

Dans ce contexte, la CFDT est venue rappeler par une conférence de presse que le métro, ce sont aussi des travailleurs qui le font marcher. Il ne s'agirait pas de les oublier.

Contrairement à la situation de Paris, le métro de Marseille a été étudié par une société distincte de celle qui exploite le réseau de transports : son personnel est aujourd'hui en partie réinséré dans l'exploitation du métro (fonctionnement, entretien) et son statut est loin d'être réglé puisque, dès octobre 77, trois demandes d'audience à la mairie sont restées sans réponse. Gaston Defferre, PDG de la Société de métro de Marseille, conçoit à son habitude les relations avec les travailleurs, comme un



Defferre inaugurant le premier tronçon de métro de Marseille en novembre dernier.

patron de choc : mépriser les revendications et imposer son point de vue. Car ce qui est en jeu, c'est le problème des salaires, qualifications et conditions de travail de l'ensemble des personnels du métro : comme jusqu'à l'an dernier, le seul métro existant était celui de Paris, les syndicats demandent de s'inspirer de la situation de la RATP pour les travailleurs du métro de Marseille, de Lyon (et demain Lille).

Jusqu'à présent, la volonté est clairement affirmée au niveau patronal de refuser tous les avan-

tages acquis par les travailleurs de la RATP et la mairie PS de Marseille n'est pas en reste dans cette voie :

— horaire de travail : + 3 heures 30 par rapport aux conducteurs RATP.

— astreintes à domicile* sur une semaine au lieu seulement du week-end à la RATP.

— différence de salaire (au moins 600 F pour un conducteur de rame).

— normes de sécurité inférieures à la RATP qui est alignée sur la SNCF dans ce domaine.

En fait, la démonstration que veut faire la municipa-

lité de Marseille, c'est qu'on peut faire rouler un métro au moindre coût, avec le minimum de personnel auquel on impose les horaires les plus chargés possible : derrière cette attitude, ce qui se profile, c'est peut-être la remise en cause ultérieure du statut acquis par les travailleurs de la RATP (salaires, horaires, retraite, qualifications).

Correspondant
Marseille

* période où le travailleur doit rester chez lui à la disposition du patron pour incident, dépannage,...

Blois : en pleines élections, les jeunes chômeurs à l'action

Depuis un mois que le comité «Jeunesse en lutte» de Blois existe, les jeunes chômeurs peuvent s'organiser et prendre en mains leurs luttes. C'est en effet ce qu'ils ont commencé à faire, lors de plusieurs interventions au lycée ou dans les rues de la ville.

Nous sommes intervenus dans le principal lycée-technique où nous avons reçu un écho favorable. A l'aide de tracts et de panneaux, nous avons discuté avec les collégiens et les lycéens de la façon dont ils voyaient leur avenir, pour avancer la perspective de la lutte contre le chômage, avant même qu'ils ne s'y retrouvent quand ils sortiront de l'école. Plutôt que de véritables illusions sur leur avenir, c'est plutôt des interrogations sur la possibilité de lutter au niveau local, de remporter des victoires, que nous avons rencontrées. Ce que nous proposons, se battre pour des objectifs immédiats, loisirs, cantine, transport gratuit pour les jeunes chômeurs, a suscité un accord certain. Mais les jeunes s'interrogeaient sur

les modes d'action possibles. Pour beaucoup d'entre eux, la gauche n'apporte pas de solution au chômage, et il est clair qu'il faudra compter sur nos propres luttes.

Nous avons quand même aussi rencontré, secondairement le point de vue, qu'il valait peut-être mieux attendre pour voir ce que la gauche serait capable de

faire. Rendez-vous est pris pour continuer ces discussions.

A la veille du premier tour, nous sommes aussi intervenus dans la rue principale de Blois, avec une grande banderole qui disait : «A droite comme à gauche, ils attendent les élections, les jeunes chômeurs en ont assez, à l'action contre le chôma-

ge». Cette intervention nous a permis de débattre avec de nombreux jeunes de nos perspectives et de faire connaître notre action aux travailleurs de Blois. Nous avons rencontré partout la sympathie et le soutien des gens que nous avons contactés.

Corr. du Comité
«Jeunesse en lutte»
de Blois

Chez Lang : l'imprimerie doit fermer

Ils se battent pour les salaires

Vendredi soir, malgré le vote à bulletins secrets imposé par la direction CGT de chez Lang, la majorité des travailleurs refusait les 60 centimes proposés par la direction, et décidait de durcir le mouvement de débrayages qui dure depuis plusieurs semaines (voir QDP d'hier). Les débrayages se font plus longs. Ils étaient en général d'une heure, ils passent à 4 heures ou plus, jusqu'à 8 heures, en particulier chez les rotativistes qui sont à la pointe de la lutte.

Les ouvriers débrayent mais restent sur place et reprennent pour la fin de poste. Les débrayages se font par ateliers, l'un après l'autre, en fonction des travaux, et selon leur importance. Plus les travaux sont importants, plus les débrayages sont longs.

Les travailleurs demandent un franc tout de suite, pour arriver à trois francs échelonnés. (Ils gagnent en moyenne 2 500 F par mois). D'autres imprimeries du groupe sont également en grève.

Les arguments du PCF, qui répète qu'il ne faut pas faire fuir les clients, que la boîte est dans une situation difficile, sont largement contrés par les grévistes qui affirment le point de vue contraire : si l'on veut mener la lutte contre la fermeture, il faut tout faire pour arrêter l'hémorragie de travailleurs qui en ont assez d'être parmi les plus mal payés dans l'imprimerie parisienne et qui ont des doutes sur la volonté de lutte de la direction CGT.

Aix-en-Provence

LES MENSONGES ÉLECTORAUX DE LA MARSEILLAISE

Prêt à tout pour obtenir ses 21 % des voix aux élections, le PCF, par l'intermédiaire de son journal local *La Marseillaise*, n'hésite pas à utiliser le mensonge. En pleine campagne électorale, les partisans de Marchais se servent de la lutte exemplaire des travailleurs de la S.A.P. à Peyrolles, en faisant tenir des propos, qu'il n'a jamais tenus, à l'ancien délégué syndical CFDT. Telle est la «vérité» qui remplit les colonnes de *La Marseillaise*.

«Seuls les communistes interviennent depuis des années aux côtés des travailleurs pour les défendre. C'est ainsi que s'exprimait le délégué CFDT de l'entreprise SAP à Peyrolles - ce travailleur vient d'ailleurs de se faire licencier - lors d'un débat animé par Paul Teil, suppléant de Luc Foulquier. (candidat du PCF, 9^e circ.). L'ancien délégué syndical dément formellement.

Lors de cette lutte, si le PCF s'est fait remarquer c'est bien par son absence. Sa méconnaissance des faits vient d'ailleurs le prouver : dans son article du 6 mars, *La Marseillaise* dit que le délégué vient de se faire licencier, or celui-ci l'était dès le 13 décembre 77. Licenciement qui venait répondre à la dépose d'un cahier de revendications, lors de la journée nationale d'action du 1^{er} décembre. Les travail-

leurs de la SAP partaient spontanément en grève illimitée dès l'annonce de cette mesure répressive. Quand le PCF a-t-il manifesté son soutien aux travailleurs de la SAP ? Où était-il lorsqu'à deux reprises les travailleurs de la SAP tentaient de déplacer le conflit, par une large mobilisation en faveur de leurs camarades de PPB (Pujaut), exploités par le même patron ? Où était le PCF quand il fallait affronter la milice patronale FO de Biancone, le 21 janvier, pour que les travailleurs de Peyrolles brisent la séquestration de leurs camarades de Pujaut, pour qu'ils ripostent collectivement ? Où était le PCF lorsqu'il fallait élargir le soutien financier, nécessaire à la victoire ? Ah, si, le PCF était là, un soir, plus d'un mois et demi après le début de la grève illimitée, alors que la grande majorité des travailleurs étaient

en réunion à l'extérieur ; il était venu leur proposer une intervention auprès du conseil général du département, et pour proposer la diffusion d'un tract qui faisait une place de choix pour le Programme commun... Le PCF expliquera son intervention tardive par le fait qu'il n'était pas au courant de cette lutte, alors que dès le début de celle-ci, les travailleurs de la SAP, intervenaient régulièrement sur les marchés de la région, et à Peyrolles même !... difficile à expliquer pour la section

PCF de Peyrolles... mais il est vrai que les travailleurs immigrés ne votent pas, et qu'il y avait d'autres tâches... électorales. Absent du début à la fin, le PCF pour s'imposer n'hésite pas à montrer le mépris qu'il a pour les travailleurs en utilisant le mensonge pour rassembler quelques voix de plus, en se faisant passer pour le parti des travailleurs. Un exemple parmi d'autres. Mais cette fois *La Marseillaise* se trouve prise à son propre piège.

Pierre CHATEL

Rétablissons les faits

L'ancien délégué licencié de la S.A.P. dément les paroles que lui prête La Marseillaise (du 6 mars 78). Jamais de tels propos n'ont été tenus, à aucun moment.

La CFDT proteste contre le procédé employé par La Marseillaise qui, pour des raisons électorales, n'hésite pas à tenir des propos mensongers.

Les affirmations de La Marseillaise sont aussi une attaque déguisée contre notre syndicat, insinuant que nous n'aurions rien fait lors de la grève de la S.A.P. La vérité oblige à dire que malheureusement le Parti dont se réclame La Marseillaise a été absent de la solidarité à la S.A.P.

De plus, La Marseillaise n'a pas publié un rectificatif comme celui qui avait été demandé par une section syndicale. C'est pour cela que la CFDT fait une mise au point publique ; par tract.

L'UNION LOCALE CFDT D'AIX

Cinq tonnes de glace antarctique en échantillon : à la recherche du temps passé

Les prélèvements effectués par une équipe de glaciologues français sur le continent antarctique vont bientôt arriver en France. Au total, cinq tonnes d'échantillon qui vont permettre d'étudier une période de temps couvrant les trente mille dernières années, notamment la transition entre la dernière période glaciaire et notre climat actuel. Cette transition s'est étendue sur environ 5 000 années entre - 15 000 ans et - 10 000 ans. Pour prélever ces échantillons, il a fallu forer la calotte glaciaire sur 901 mètres, du 7 décembre 77 au 15 janvier dernier dans une région appelée «Dôme C» où la température moyenne annuelle est de - 53°. Il s'agit du quatrième forage réalisé dans des calottes glaciaires.

Université de Haute-Bretagne : Grève de moniteurs

Depuis le 7 mars, nous, moniteurs de l'université de Haute-Bretagne sommes en grève. Nous entendons par ce mouvement protester contre le montant dérisoire de «l'indemnité» qui nous est allouée, fixée par décret ministériel en 1969 à 2 400 F par an, pour huit heures par semaine, sans réévaluation depuis cette date, malgré l'accroissement considérable du coût de la vie.

Pour faire aboutir nos revendications, il nous semble essentiel d'étendre notre lutte au niveau national, car c'est seulement en créant un rapport de force suffisant que nous obtiendrons satisfaction auprès du ministère aux universités (quel qu'il soit). Déjà plusieurs facultés mènent une action dans ce sens, dont Bordeaux II, Toulouse le Mirail, Dijon, Caen, Nantes, Perpignan, Nice, Paris III et Paris VII. Une coordination nationale est en cours.

L'Assemblée générale des moniteurs

Les transports en commun défavorisés

LA PRIORITÉ A L'AUTOMOBILE N'A RIEN RÉSOLU

La situation de la circulation en région parisienne, ne cesse de se détériorer. C'est la conclusion d'un rapport sur le «Coût social des transports parisiens» signé de J.-M. Beauvais et publié par le CETEM. Les déplacements journaliers en Ile-de-France représentaient 12,9 millions de voyages en 1965 ; 14,9 millions en 1969 et 18 millions en 1975 ! Les prévisions sont données à 20 millions pour l'an 2 000 !

Le coût social est chiffré par l'auteur de l'étude à 170 milliards de francs par an pour la région parisienne. En effet le coût d'un déplacement en automobile représente plus du double du coût en commun, (3,78 F/km contre 1,67 F/km).

Compte-tenu de la prise en charge de l'infrastructure routière par la collectivité, la part du coût supportée par le voyageur est de 46 % pour la voiture et de 79 % pour les transports en commun.

Autre remarque intéressante : en 20 ans le prix du litre d'essence a été multiplié par 2,31 et le prix du ticket de métro par 5.

Enfin des solutions actuelles, qui consistent pour l'essentiel en de grands travaux autoroutiers et de rocade n'ont

rempli aucun des buts qu'elles s'étaient fixés : le désengorgement est nul, les nouvelles voies ont constitué un «appel d'air» pour de nouveaux véhicules qui au bout du compte viennent se retrouver à la queue-leu-leu sur des artères déjà embouteillées. L'auteur de l'étude suggère la gratuité du transport en commun ou au minimum une subvention telle aux transports en commun que leur coût pour l'utilisateur ne dépasse pas celui du kilomètre automobile.

Cette proposition, qui au moins dans son premier terme (la gratuité) est acceptable, reste pour l'essentiel fondée sur un raisonnement mécaniste, un raisonnement trop limité aux facteurs économiques, dans le cadre même de cette société.

En effet, si le coût du

transport entre en jeu dans le choix de l'automobile, c'est principalement la commodité, la souplesse d'utilisation qui en déterminent l'usage. Surtout, lorsqu'entre en jeu l'absence concomitante de transports en commun corrects, pas surchargés rapides et fréquents.

De surcroît on ne peut raisonner en abstrayant un facteur essentiel : le coût réel de l'automobile pour son utilisateur : un coût très élevé ! Malgré ce coût le phénomène automobile va croissant. La solution ne peut donc être une réforme de financement mais implique une contestation globale de l'organisation des transports dans la société actuelle, la durée de travail, de la politique du logement. A très court terme, les écologistes de SOS Environnement préfèrent axer leur lutte sur l'obtention de moyens concrets pour privilégier les transports en commun par une priorité réelle et appliquée de façon volontaire dans les grandes agglomérations.

Pierre PUJOL

Radio libre banlieue sud



Dimanche 12 mars, Radio libre Banlieue sud a diffusé, à l'occasion de la journée internationale des femmes, une émission entièrement réalisée par le groupe femmes en lutte à Montrouge. Une écoute collective était organisée sur un marché de Montrouge, ce qui permit de faire connaître plus largement la radio. Pendant la durée de l'émission, des tracts ont été distribués expliquant le but de la radio et appelant à se joindre au collectif qui se réunit tous les vendredis à 20 h à la MJC de Montrouge (88 rue Racine).

PUK
pollueur :
300
enfants
malades

PUK Pierre-Bénite récidive. Déjà responsable de pollutions répétées du Rhône par l'acroléine, cette usine chimique est une nouvelle fois à l'origine d'un accident grave. Selon le Syndicat national des Instituteurs, un stade scolaire a été recouvert jeudi par un nuage de chaux dégagé par le débordement d'un silo de 60 tonnes de chaux. La direction de PUK, reprenant le refrain connu de l'«erreur d'inattention» rejette la responsabilité sur une entreprise extérieure travaillant pour PUK. Les conséquences du dégagement du nuage de chaux ne se sont pas fait attendre : vendredi matin, 300 enfants étaient malades, d'autres élèves et une enseignante souffrant quant à eux de vomissements !

**abonnez-vous
abonnez
vos amis**



**LA CARTE D'ABONNE AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT**

A un abonnement à :

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCR ml.
- *Pékin Information*.
- *La Chine en construction*.
- Réception du *Manifeste pour le Socialisme*.

et à un livre ou un disque au choix :

Le tome V de Mao Tsé-toung.

Ou parmi les livres :

- Eugène Varlin, *pratique militante et écrits d'un communard* (Paule Lejeune)
- *La Commune en bandes dessinées*
- *Les dix jours qui ébranlèrent le monde* (John Reed)
- *Ma plume au service du prolétariat* (Haoran)
- *Danger ! Amiante* (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu, CFDT, CGT, FEN).
- *La Commune de Paris* (Lissagaray).
- *La Chine à la mort de Mao* (Alain Bouc)
- *L'usine de la peur* (Daniel Bouvet)
- *Salaire aux pièces*
- *L'électro-nucléaire*. (CFDT)
- *Nucléaire, danger immédiat.*
- *Les écoles rurales, quel avenir ?*

Parmi les disques :

- *Kan Bale lu poblek breizh*, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons.
- *Viva la Vida*, Carlos Andreou.
- *Terre de ma patrie*, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balaline.
- *Radio Renaissance*, chants interprétés par le GAC.
- Au choix, disques chiliens : *Checca* *Chile* *Resistencia*
- *Naussac*
- *La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants*.
- *Ki Du* (Gilles Servat)
- *Ça branle dans le manche* (François Tusques)
- *Le pouvoir des mots* (Gilles Servat)
- *Dansons avec les travailleurs immigrés* (François Tusques)

**Sur présentation
de la carte «abonné-ami»
du Quotidien du Peuple**

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml
- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

Nom (en capitales)

Prénom

Ville

Date :

Abonnement normal 350 F

Abonnement de soutien 600 F

... F.

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, plus 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages.

INFORMATIONS GENERALES

«BAVURE» DANS LE 12^e A PARIS DES MOTARDS ONT TIRÉ : 2 MORTS

Il y en a qui ont cru attraper du grade, par un coup d'éclat : la nuit des élections en plus. Pour eux c'est raté, mais ce n'est pas le plus grave : l'ennui c'est que deux personnes ont été abattues, lundi au petit matin, par deux motards qui n'avaient même pas pris le soin de savoir à qui ils avaient affaire... Tout s'est passé dans le 12^e arrondissement de Paris. Deux motards, de tournée nocturne, sont avertis par un chauffeur de taxi d'un incident bien curieux : le chauffeur dit avoir été attaqué par trois hommes installés à bord d'une camionnette, vers trois heures du matin. Le chauffeur affirme même avoir été menacé par une carabine, brandie par l'une des trois personnes...

Patrouillant dans le quartier, les motards découvrent une camionnette qui semble répondre à la description du chauffeur. «Preuve» supplémentaire : trois personnes se trouvent

à bord ! Sans autre forme de procès, les motards prennent la camionnette en chasse dans les rues désertes de Paris. La camionnette tente d'échapper à ses poursuivants. Un des flics déclare même avoir été renversé par le véhicule. Les motards tirent dans la camionnette, qui stoppe sa course, avenue Saint-Mandé dans le 12^e arrondissement vers 3 h 45 du matin. Dans le véhicule, on relèvera deux morts, deux frères Bernard et Alain Chaussin, âgés respectivement de 34 et 22 ans. La troisième occupante, une jeune femme, a dû être hospitalisée, souffrant d'une grave crise de nerfs. D'après les dernières informations, la fusillade de l'avenue de Saint Mandé pourrait être une «tragique méprise». Fait qui semble confirmer cette rumeur, l'Inspection Générale des Services a été mise sur l'affaire depuis lundi en fin de matinée.

La légèreté des poli-

ciers et leur habitude du tir instinctif, expliquent pas mal de choses. Mais il faut compter avec toute la campagne d'intoxication sur l'«insécurité» qui obsède particulièrement les milieux de la police. Une «intox» qui peut faire du moindre passant une cible.

Il faut attendre mainte-

nant les résultats d'une enquête qui, le pari n'a rien d'hasardeux, devrait traîner en longueur. Et si coupables il y a, seront-ils châtiés un jour ? Le destin tranquille du commissaire Bolusset, responsable de la fusillade de Fontenay-le-Fleury nous incite au pessimisme.

Le témoignage qui accuse

Mademoiselle Désidéri, fiancée à l'un des occupants, a fait le témoignage suivant : «*Tout a commencé par un banal froissement de tôle entre un taxi et notre voiture. Trois cent mètres plus loin, le taxi nous a coincés pour relever notre numéro de plaque, ne voulant pas, semble-t-il, faire de constat sur place... Des motards sont arrivés et demandent à Alain et aux autres taxis de s'arranger entre eux. Juste après leur départ, le chauffeur de taxi sort, un pistolet à la main, Alain, prenant peur, prend la fuite avec son frère et moi, poursuivis par trois taxis. Avenue de Saint-Mandé, Bernard dit : «Arrêt-toi, il y a des motards qui nous suivent». Sans faire marcher leur sirène, les motards ouvrent le feu immédiatement, faisant sauter la vitre arrière.»*

Ecoles normales d'Aix en Provence

«15 JOURS DE GREVE PERDUS»

Alors que le mouvement revendicatif dans les Ecoles normales d'Instituteurs est entamé depuis plus de 20 jours, ce week-end se tenait une deuxième coordination nationale, dans la région parisienne. Alors que les normaliens d'Aix en Provence étaient à l'initiative de la lutte, et occupaient de jour et de nuit les locaux de leur école, l'école normale d'Aix apparaît vide, tous volets fermés, et portes closes. Seule une banderole, flotte négligemment sur les grilles de l'avenue Isaac.

Trois normaliens de passage, nous indiquent l'Union locale CFDT, où effectivement une certaine animation règne : les normaliens mettent la dernière virgule à un nouveau tract, et divers groupes discutent.

En fait, l'occupation a été levée le samedi à midi, après une Assemblée générale houleuse, et un vote contesté, à vingt voix en faveur de l'arrêt de la grève des cours et levée de l'occupation des locaux. A l'origine, le mouvement posait les revendications suivantes : extension du statut des Ecoles normales de Livry Gargan, qui accorde le certificat de fin d'études (CFEN) sur un bilan positif aux contrôles continus (pas d'examen), suppression du remboursement des années de formation en cas d'échec au CFEN, possibilité de reclassement dans la fonction publique, suppression du contrat avant la deuxième année, abrogation de la circulaire prévoyant le licenciement en cas d'échec au CAP, droit de redoublement avec salaire en deuxième année,

suppression de la suppléance dirigée (statut inférieur), pour un poste budgétaire correspondant à la formation reçue, et un poste budgétaire pour tous. Pour obtenir la satisfaction de leurs revendications, les normaliens faisaient la grève des cours le 23 février, et décidaient l'occupation des locaux le 24. Le mouvement était largement suivi, avec 80 % de grévistes. Il fonctionnait en assemblée générale journalière, où les décisions étaient prises, et divers commissions prenaient en charge, des problèmes matériels, et assuraient ainsi le fonctionnement de la nourriture, du nettoyage des locaux, qui la popularisation de la grève, qui la réflexion sur l'enseignement donné à l'école normale, cette dernière dans le cadre de la commission «formation». Là, était élaboré un projet de «formation» qui bouleverserait quelque peu l'enseignement traditionnellement fourni dans ces établissements. Etait posé, le principe de la mixité, le brassage entre les première et deuxième année,

travail en ateliers (suppression des classes), auto-évaluation (suppression des notes), ouverture sur des intervenants extérieurs (personnes étrangères à l'EN), ouverture sur «le monde du travail». Sur ce dernier point, l'interprétation qu'en font les normaliens étant quelque peu divergente, reste très floue, les uns parlant de thèmes de réflexion, d'autres d'ouverture réelle, avec participation de syndicalistes au travail en ateliers. Mais, face à cette remise en question de l'éducation, certains profs de l'EN, déjà désabusés par la première plate-forme (dite «nationale») ne sont pas prêts à soutenir les grévistes, disant que si la première plate-forme (qui touche déjà à certains de leurs intérêts corporatistes, en supprimant leur droit de veto sur les examens par exemple), les normaliens repartiraient en lutte pour la satisfaction de cette deuxième plate-forme, (qui attaque plus directement l'autorité des profs). Or pour les normaliens le soutien des enseignants restait un moyen de pression sur le rectorat. Celui-ci refusait toute négociation, et jouait la division, en envoyant des lettres individuelles aux grévistes leur faisant de belles promesses, et leur demandant de «penser à l'année prochaine»...

D'autre part, le ministère de l'Education nationale, refusant d'entamer les né-

gociations, certains normaliens tournent au pessimisme, considérant Haby comme ministre en «sur-sis», n'ayant plus d'interlocuteur valable», font pression pour arrêter le mouvement. C'est donc deux attitudes qui vont s'affronter lors de l'Assemblée générale de samedi 11 mars, avec d'un côté ceux qui veulent continuer la lutte, en la rendant plus efficace par une coordination nationale immédiate ; de l'autre arrêt de la grève avec «reprise éventuelle» le... 19 mars.

Ce point de vue étant largement soutenu par les tendances PCF et l'Ecole émancipée (localement principalement trotskiste), du SNI. L'arrêt de la grève, même provisoire, remettrait en question la mobilisation, pourtant large (80 %), et qui avait permis d'entraîner dans la lutte d'autres E.N. de la région (Digne, Draguignan...). Le PCF jouera de tout son poids, largement soutenu par les trotskistes de l'école Emancipée, pour briser le mouvement, en faisant voter des non-grévistes. Ainsi c'est par vingt voix de plus que l'arrêt de la grève était décidé, sans aucune satisfaction. Le PCF avait trouvé de nouveaux alliés (résultat de l'ouverture du PCF vers «l'extrême gauche» ?) en attendant un ministre «communiste» à l'éducation nationale. 15 jours pour rien !

DÉCLARATION DU FATH :

«L'opération Kamal Adouane répond à la nécessité de poursuivre l'escalade de la lutte armée contre l'ennemi sioniste»

● L'opération «martyr Kamal Adouane», du nom du dirigeant du Fath qui était spécialement chargé de l'organisation de la lutte à l'intérieur de la Palestine occupée, a été entreprise en raison de «la nécessité de poursuivre l'escalade de la lutte armée contre l'ennemi sioniste à l'intérieur de la terre occupée» et pour «tenir en échec toutes les formes de complot et les tentatives de liquidation dirigées contre la Résistance et le Peuple palestinien». C'est en ces termes que le Fath a annoncé l'opération de samedi, qui est l'une des plus grosses opérations menées en Palestine par les fedayins.

Dans son éditorial, l'agence de presse palestinienne Wafa estime que cette opération «est un symbole de la poursuite de la lutte armée contre l'arrogance et l'occupation sionistes» et la preuve que «les révolutionnaires palestiniens sont capables de franchir tous les barrages sionistes pour atteindre leurs objectifs».

DES OBJECTIFS MILITAIRES

Dès les premières heures suivant la nouvelle de l'opération, le Fath a fait état de quinze tués par les fedayins, parmi les troupes israéliennes, près du pont situé à l'Ouest d'Alitire, non loin de Haïfa. Dans de nombreux communiqués, le Fath souligne la succession rapide d'accrochages entre les fedayins, et l'armée et la police israéliennes. Des soldats israéliens ont été mis ainsi hors de combat dans des accrochages à Kfar Houline et Kfar Saba. Un camion militaire transportant 18 soldats israéliens a été gravement endommagé par les tirs palestiniens, à 12 kilomètres au Nord de Tel Aviv, tandis que deux véhicules militaires israéliens dépêchés sur place étaient détruits. Les communiqués du Fath indiquent que le groupe qui a mené l'opération «Kamal Adouane», samedi, appartenait aux «forces de Deir Yassine» qui opèrent à l'intérieur des territoires occupés. Le Fath fait état également d'une «attaque de soutien et de diversion» menée dans la région de Beissan (en Galilée) par un commando appartenant aussi aux forces palestiniennes de l'intérieur des territoires occupés, contre un bus. Un communiqué de l'agence Wafa daté de dimanche, déclare à ce sujet : «Une unité fedayine s'est emparée d'un bus, à Beissan, qu'elle a dynamité après avoir fait descendre les passagers civils qui se trouvaient à son bord». L'agence note que l'opération avait été précédée d'un accrochage avec les forces ennemies et elle ajoute que cette opération a été exécutée «conformément à l'ordre donné

par le commandement général des forces palestiniennes à certaines unités de l'intérieur» et en «appui aux forces de Deir Yassine», chargées de l'opération de Tel Aviv. Dans un autre communiqué daté de dimanche, Wafa relate la mort de la militante palestinienne Dalal, tout en soulignant l'ampleur des combats : «Notre sœur Dalal se trouvait à la tête d'une unité dépêchée en renfort sur les lieux des accrochages qui ont duré quatre heures».

ETAT D'ALERTE

Evocant les propos de Carter, un porte-parole du commandement de la

Résistance palestinienne a déclaré que ceux-ci condamnant «l'opération courageuse et héroïque de nos fedayins, constituant un acte dirigé contre le peuple palestinien et sa juste cause... Le président américain n'avait nullement réagi lorsqu'Israël lançait des opérations terroristes et barbares contre notre peuple aussi bien à l'intérieur qu'au Sud-Liban où nos camps et certains villages ont été rasés par des raids aériens». De nouvelles actions terroristes de ce type pourraient d'ailleurs être lancées par Israël dans les jours, voir les heures à venir. «Les Israéliens sont coutumiers du fait et nous sommes prêts à toutes les éventualités, qu'ils attaquent par air ou par mer», a déclaré à Beyrouth, un porte-parole palestinien.

Tandis que le premier ministre libanais démentait que le commando palestinien des «forces de l'intérieur», de Palestine, soit venu du Liban, Saad Haddad, chef des forces libanaises d'extrême droite au Sud-Liban s'est em-



«Ratonnades» à Gaza : en Palestine occupée, la terreur sioniste est quotidienne.

pressé d'adresser un «message de condoléances» au gouvernement sioniste.

En prévision des bombardements israéliens, l'OLP a interdit tout rassemblement dans les camps de réfugiés, la population y est invitée à gagner les abris, alors que la défense anti-aérienne des camps est mise en état d'alerte. Bégin a clairement laissé entendre devant la Knesset, que des «représailles» auraient lieu. Il faut noter à ce sujet le retour précipité à Tel Aviv de l'actuel ministre de l'Agriculture, Ariel Sharon, qui devait signer d'importants contrats d'exportations agricoles israéliennes, avec la RFA : ce Sharon, général de réserve, est particulièrement connu pour avoir organisé l'«unité 101» qui était spécialisée dans les représailles qui suivaient toute opération des fedayins. Sahron s'est illustré ainsi dans la lutte «anti-terroriste» dans la bande de Gaza, au début

des années 70, où il a exercé une répression impitoyable contre les masses.

CONTRE LES TRACTATIONS ACTUELLES

La volonté de la Résistance palestinienne de «tenir en échec toutes les tentatives de liquidation», telle qu'elle a été ainsi formulée par le Fath, est à mettre en rapport direct avec la poursuite actuelle des tractations Egypte-Etats-Unis-Etat sioniste.

La presse sioniste est unanime en Israël, pour reprendre la position de Bégin, en déclarant que «le processus politique doit continuer malgré les actes terroristes qui visent à l'empêcher» (Davar, journal travailliste). Haaretz écrit aussi : «Il ne faut pas donner au Fath la satisfaction de saboter le processus de paix». Une rencontre Sadate-Bégin pourrait avoir lieu à Londres, fin mars ou début

avril, tandis que l'ambassadeur US vient de transmettre un message de Sadate au premier ministre sioniste.

INTENSIFIER LA LUTTE ARMÉE

L'opération «Kamal Adouane» intervient à un moment où l'initiative de Sadate paraît dans l'impasse mais, alors que les dangers d'isolement de l'OLP et de capitulation arabe, par le biais de l'initiative de Sadate ou de la relance de la conférence de Genève, comme le souhaite l'URSS, restent grands.

L'intensification de la lutte armée en Palestine occupée et le développement de la lutte des masses arabes, sont assurément la seule garantie de faire échouer les multiples tentatives de liquidation de la Révolution palestinienne, révolution à laquelle nous devons apporter tout notre appui.

Jean-Paul GAY

Leur premier couvre-feu

Panique chez les colons

● Avec les revers subis par l'armée israélienne au cours de la guerre d'octobre 73, le mythe de l'Etat sioniste «invincible» avait volé en éclats dans l'opinion internationale et surtout au sein de la population israélienne. Ce n'est pas un hasard si depuis la fin de 73, les départs de juifs abandonnant Israël, se sont multipliés tandis que de plus en plus nombreux, les juifs en provenance d'URSS avec un visa pour Israël préféraient interrompre leur voyage en cours de route, notamment en Europe occidentale. Les milliers d'opérations menées depuis la création du Fath en janvier 65, par les fedayins palestiniens à l'intérieur de la Palestine occupée, ont puissamment contribué à développer dans la population israélienne ce sentiment d'insécurité qui mine l'Etat sioniste, dont l'idéologie était largement axée sur l'idée de la toute-puissance et de la supériorité d'Israël. L'opération qui vient d'être menée par des combattants du Fath semble avoir, de ce point de vue là, marqué un pas important.

Bégin a déclaré qu'«un examen détaillé des conditions de l'état d'alerte et des forces de l'ordre sera ordonné»; il répondait ainsi aux nombreuses questions qui se sont fait jour dans la presse de l'Etat sioniste depuis samedi, celles-ci demandant des «explications» sur l'inefficacité des forces de sécurité.

C'est la première fois depuis la création de l'Etat d'Israël en 1948 que la population israélienne est soumise au couvre-feu. Dès samedi soir, toute la région côtière allant du nord de Tel-Aviv jusqu'aux premiers contreforts du Mont Carmel, aux abords

de Haïfa à 70 kilomètres plus au nord, et du littoral jusqu'à une quinzaine de kilomètres à l'intérieur du pays, a été soumise à un couvre-feu total. Cette région, qui est l'une des plus riches et des plus prospères de Palestine, avec de nombreux vergers et orangers, est aussi l'une des plus peuplées, elle compte de nombreux kibboutzins et aussi de nombreuses installations touristiques. Depuis samedi, Tel Aviv, aussi bien que d'autres localités plus au nord, comme Nathanya, Herzliya ou Raanana, ont été placés quasiment en état de siège, des gardes civils

armés, la carabine automatique en bandoulière, patrouillant dans les rues. Les commentateurs de la radio israélienne, soigneusement étudiés pour réaliser le «consensus» de la population, ont également contribué à semer la panique, ainsi des parents d'élèves surveillaient l'entrée des écoles, le pistolet à la ceinture.

PARALYSIE

La circulation sur la route entre Haïfa et Tel Aviv, route qui connaît, et de loin, le plus gros trafic, a été pratiquement interrompue tandis que le trafic ferroviaire entre les deux villes était complètement arrêté.

Avec la fermeture dimanche matin des points de passage entre les territoires de Palestine occupés depuis 1967, et la Cisjordanie et Gaza, les travailleurs arabes en provenance de ces deux secteurs, qui viennent travailler tous les jours dans les zones industrielles de la banlieue de Tel Aviv, n'ont pu se présenter sur leur lieu de travail dimanche (jour non férié pour l'Etat d'Israël); de toutes façons, beaucoup avaient décidé de ne pas s'y rendre. Comme les travailleurs

arabes constituent une part très importante de la main-d'œuvre, notamment pour les gros travaux, leur absence a entraîné un ralentissement considérable de l'activité économique de la capitale israélienne, soulignant d'autant la vulnérabilité des sionistes.

Rappelons qu'en octobre 73 notamment, la grève générale des ouvriers arabes avait pratiquement paralysé l'ensemble de l'activité économique de l'Etat sioniste. Témoignant d'une certaine façon de la peur des autorités et de la population israélienne, il faut noter que, dès samedi soir, des Arabes qui se trouvaient à Tel Aviv ont fait l'objet de rafles et ont été immédiatement internés à la prison d'Abou Bakir.

DU CÔTÉ DU «COUNTRY CLUB»...

C'est à seulement 12 kilomètres du cœur de Tel Aviv, au nord, près du club sportif, le «Country club», que les accrochages entre les combattants palestiniens et les soldats et policiers israéliens ont été les plus violents. Des troupes hélicoptères ont été dépêchées sur les lieux par le gouvernement Bégin, tandis que des milliers

d'hommes étaient mobilisés pour quadriller la région. Des hélicoptères ont commencé à survoler cette zone côtière en rase-mottes, de peur que les commandos palestiniens ne lancent de nouvelles attaques dans la région. La panique a été d'autant plus forte que le secteur du «Country Club» est en plein dans la banlieue résidentielle de Tel Aviv où, dans un rayon de six kilomètres entre Ramath-Avin, Tzahala et Herzliah, vivent plus de ministres, de députés, de généraux et de PDG que dans tout le reste du pays, et que la moyenne des revenus y est bien supérieure à celle du reste du pays.

Des officiers supérieurs, dérangés dans leur tranquillité, sont sortis de chez eux samedi soir pour tirer dans les rues. Les touristes, nombreux dans cette zone, ont été rapidement placés sous la garde de la troupe.

Le fait que les combats, à quelques kilomètres de Tel Aviv, aient pu durer plusieurs heures entre le commando palestinien et les troupes d'occupation sionistes appuyées par les hélicoptères, n'était guère de nature à rassurer les habitués de la zone résidentielle.

Après mars 78 : la France face aux moyens de pression des superpuissances

(3) La dépendance commerciale

(suite)

La réorientation des relations commerciales de la France vers les pays capitalistes développés, surtout l'Europe occidentale, s'est accompagnée d'une transformation de la composition du commerce extérieur.

LA LIMITE DES CAPACITÉS CONCURRENTIELLES

Bien que le volume et la valeur de chacune des productions aient considérablement augmenté dans la structure du commerce, cela ne correspond pas aux ambitions de l'impérialisme français dans les années 60. A une économie maîtresse de ses domaines essentiels, l'ouverture des frontières dans le cadre du marché commun, et l'exacerbation simultanée de la concurrence internationale, ont tendu à remplacer une économie dont la spécialisation de fait se tourne plus vers des tâches «lourdes» telles que la production des «demi-produits» (produits usinés et envoyés ensuite dans d'autres pays pour être finis) et moins vers les industries de pointe (informatique, électronique, aéronautique...) malgré les efforts d'industrialisation dans ce sens.

A partir de 1970, aussi, une difficulté certaine est apparue pour faire face à la concurrence mondiale dans le domaine des biens de consommation. L'augmentation des importations de ces produits entre 1960 et 1976 est d'autant plus importante que la part de l'énergie importée dans le même temps a considérablement augmenté.

Pour contrecarrer cette tendance, l'impérialisme français a développé la politique des contrats qui ont fait passer les exportations de biens d'équipements de 24,6 % des exportations en 1973 à 28,6 % en 1976, non sans subir des revers sensibles dus à la forte concurrence qui sévit sur ce terrain depuis la crise du pétrole.

| Importations | Exportations | Solde |
|--------------|--------------|------------|
| CEE* | 48 (67 %) | 41 (41 %) |
| Monde | 71 (100 %) | 99 (100 %) |

*Pourcentage par rapport au reste du monde (base = 100)

DES EXPORTATIONS NOUVELLES QUI ENTRAÎNENT DES IMPORTATIONS NOUVELLES

Si ces contrats assurent un flux important d'exportations dans les grands domaines industriels (usines clés en mains, centrales nucléaires), il n'en reste pas moins qu'ils reposent en retour sur un flux d'importations venant des pays industrialisés tant en biens d'équipements qu'en autres produits industriels (qui entrent dans la fabrication de ce qui est exporté). C'est ce que montre l'exemple ci-dessous.

| | Exportations en % | | | Importations en % | | |
|--------------------|-------------------|------|------|-------------------|------|------|
| | 1960 | 1970 | 1976 | 1960 | 1970 | 1976 |
| Agriculture | 13,2 | 15,9 | 15,4 | 20,3 | 16,1 | 12,2 |
| demi-produits | 29,3 | 22,8 | 21 | 18,5 | 18,3 | 16,3 |
| biens d'équipement | 17,7 | 24,9 | 28,6 | 13,9 | 24 | 21 |
| biens de consom. | 27,5 | 24,7 | 24,4 | 6,1 | 15,5 | 17,9 |

La dépendance de l'impérialisme français à l'égard du commerce extérieur s'est donc accrue, ce qui accroît la nécessité de développer les exportations pour assurer une position meilleure face aux concurrents. Mais les secteurs les plus fortement exportateurs sont également ceux qui exigent pour leur fonctionnement d'importantes importations, non seulement de matières premières mais surtout d'équipements et de demi-produits. Cette dépendance s'est notamment accentuée vis-à-vis des pays européens, à l'égard desquels le commerce ne traduit pas seulement un flux de marchandises, mais surtout une circulation des produits dans le cadre d'une division du travail entre pays impérialistes. Cela a créé une grande interpénétration des appareils de production de la France, et de ces pays, qui teils que l'Allemagne fédérale, peuvent constituer d'importants points d'appui pour les pressions américaines.

Nous verrons demain les problèmes que posent cette interpénétration des appareils de production, et en quoi elle constitue un terrain favorable aux pressions extérieures.

Grégoire CARRAT

LE MAROC DEVIENDRA-T-IL LE 1^{er} PARTENAIRE ÉCONOMIQUE DE L'URSS EN AFRIQUE ?

● L'URSS est décidée à mettre les bouchées doubles en Afrique, c'est le moins que l'on puisse dire.

Outre un engagement militaire direct en plusieurs points du continent, et en particulier dans la Corne, l'URSS tente aussi de développer sa pénétration, par le biais de contrats économiques, dans des pays jusqu'ici liés politiquement à l'Occident. Le cas du Maroc revêt à cet égard une grande importance. Le premier ministre du Maroc, Ahmed Osman, vient aussi de signer à Moscou trois importants accords de «coopération» dont le premier concernant les phosphates est présenté par les Marocains, comme le «contrat du siècle». En passant ces contrats, le régime marocain n'entend pas se livrer pieds et poings liés à l'URSS, il veut notamment résister aux pressions américaines, sur le cours des phosphates, mais le danger est grand que, comme cela avait été le cas pour le coton égyptien, le contrat soviéto-marocain sur les phosphates soit un instrument d'appauvrissement du Maroc, pays producteur.

LES PHOSPHATES MAROCAINS ET L'URSS

L'intérêt que porte l'URSS aux phosphates dont le Maroc est le premier exportateur mondial n'est pas récent. L'URSS voit ses réserves en phosphates diminuer et cherche à les ménager. Elle a besoin des engrais tirés du phosphate pour son agriculture. De son côté, le Maroc a un problème de débouchés. Les Américains ont cherché par tous les moyens à casser les prix que le Maroc avait augmentés en 1973/74, dans la lancée du mouvement de revalorisation des matières premières déclenché par les pays membres de l'OPEP.

Aussi, malgré les liens politiques existant entre le Maroc et les pays occidentaux, l'URSS représente à priori pour la bourgeoisie marocaine un marché extrêmement intéressant.

ACCORD DE TROC

Mais le type de contrat prévu désavantagera sans doute le Maroc assez rapidement : l'URSS va inves-

tir près de 2 millions de dollars pour mettre en valeur le gisement encore inexploité de Meskala. Elle prélèvera sur la production les quantités dont elle aura besoin. Un accord de troc accompagne ce contrat : pendant 30 ans, en échange des quantités de phosphate qu'elle aura prélevées assez librement, l'URSS livrera diverses marchandises, du pétrole et des produits chimiques.

LA PÊCHE AUSSI

Un troisième accord portant sur la pêche est également prévu : il envisage notamment la réalisation d'équipements portuaires, des frigorifiques, et la formation en URSS ou à bord des navires soviétiques, de techniciens marocains. Si l'on s'en tient aux précédents accords de pêche de l'URSS avec des pays du Tiers Monde, il y a fort à parier que les Soviétiques en profiteront pour exploiter à leur profit les ressources poissonnières du Maroc.

A propos de ces accords qui doivent faire de l'URSS le principal client du Maroc, l'agence Tass n'hési-

taut pas à déclarer voici quelques jours que «L'URSS est sensible aux efforts du Maroc visant à garantir la sécurité et à affermir l'économie nationale. Les rapports économiques soviéto-marocains ont un caractère durable et se fondent sur l'égalité.»

DE L'ÉCONOMIE À LA POLITIQUE...

Avec le contrat sur les phosphates marocains, l'URSS se réserve la possibilité de peser fortement sur l'orientation de l'économie du Maroc d'ici quelques années. Les Soviétiques n'ont pas l'habitude de passer des accords économiques d'une telle envergure sans arrière-pensée politique. L'accord économique soviéto-marocain pourrait avoir des répercussions importantes sur le plan politique : gardant durant tout un temps une attitude réservée sur le conflit du Sahara et vis-à-vis du POLISARIO, l'URSS s'est certes prononcée dans le communiqué commun soviéto-algérien publié en janvier à l'issue de la visite de Boumediène à Moscou pour «l'autodétermination du peuple sahraoui, conformément aux décisions des Nations-Unies». Mais l'URSS aurait refusé de fournir aux Sahraouis les armes sophistiquées à opposer aux «Jaguar» français.

L'AFRIQUE DU NORD ET LES SUPERPUISSANCES

Malgré les rapports soviéto-algériens qui sont plutôt bons actuellement, le premier partenaire commercial de l'Algérie reste les États-Unis. Les exportations algériennes vers les USA sont passées de 215 millions de dollars en 1973

à 2 210 millions de dollars en 1976.

Si tous les contrats de gaz conclus avec les sociétés américaines sont confirmés, les États-Unis achèteront d'ici quelques années la moitié de la production de gaz de l'Algérie, comme ils achètent actuellement la moitié de sa production de pétrole. Cela doit entrer en ligne de compte pour expliquer l'attitude réservée, voire désapprobatrice adoptée par les USA à l'égard de la position française sur le conflit du Sahara. «La meilleure politique pour les États-Unis consisterait, estimait récemment le New York Times, à user de l'influence américaine auprès de Paris pour que les Français réduisent leur engagement.

Hassan II, qui avait annulé à la fin de 1977 la visite qu'il devait faire à Washington, s'est plaint de ce que «les Américains ne sachent pas reconnaître leurs vrais amis». Il attendait un soutien net des États-Unis dans la guerre qu'il mène contre le peuple sahraoui. Mais Washington vient récemment d'annoncer qu'il déferait le projet de livraison au Maroc de 24 hélicoptères de combat «Cobra» et de 24 chasseurs «DV 10», spécialement adaptés à la lutte anti-guérilla. L'opposition n'est pas simplement venue du Congrès américain, mais également du sein même du département d'État. Là aussi, la rivalité entre les superpuissances pourrait devenir plus âpre. Les peuples d'Afriques du Nord devront redoubler de vigilance pour ne pas en faire les frais.

Sonia SASSOUN

Nouvelles arrestations en Tchécoslovaquie

Trois signataires de la Charte 77 ont été arrêtés le 28 janvier dernier. C'est ce que révèle un document parvenu récemment à Paris. L'arrestation s'est produite au cours d'un bal masqué organisé par le syndicat des cheminots de Prague-Varsovie, auquel participaient quelques uns des signataires de la Charte. «Quelques dizaines de personnages en civil avaient pris position devant l'entrée de la Maison des cheminots. On a pu reconnaître parmi eux des agents d'instruction des membres du corps opérationnel de la Sécurité de l'État et des fonctionnaires de diverses milices. Ces civils ont identifié visuellement les signataires de la Charte du fur et à mesure de leur arrivée, leur ont rendu le prix de leur billet d'entrée sous divers prétextes et leur ont interdit l'accès du bâtiment. Finalement, ce groupe s'est livré à des voies de fait graves contre des citoyens paisibles (...) Plus tard, les gardes mobiles, toujours sous le commandement des civils ont procédé à l'interpellation d'un assez grand nombre d'assistants.»

Parmi les personnes interpellées, il y avait trois signataires de la Charte, V. Havel, J. Kukal, P. Landovsky, qui seuls n'ont pas été relâchés. Ils sont actuellement inculpés de «trouble de l'ordre public» et de «résistance à agent».

Pays Bas : nouvelle opération des sud Moluquois

Un groupe de sud Moluquois a attaqué la préfecture d'Assen et pris en otage 70 personnes pour exiger que soient libérés les membres du commando qui avaient, il y a quelques mois pris en otage tous les passagers d'un train. Le problème des sud Moluquois déportés aux Pays Bas lors de l'indépendance de l'Indonésie, après avoir été utilisés comme troupes indigènes contre les peuples de l'empire hollandais, n'a trouvé jusqu'à présent aucune solution. Par des méthodes extrêmement discutables les Moluquois, notamment parmi les jeunes veulent faire reconnaître leurs droits, et leur identité politique.

ALLEMAGNE

Dès mercredi, 500 000 métallos du Sud Ouest de la RFA se mettront en grève pour exiger des augmentations de salaire, à la suite de l'échec des négociations salariales.

Procès CROISSANT

Une nouvelle fois reporté, le procès de Klaus Croissant devrait s'ouvrir lundi prochain 20 mars. Le barreau de Stuttgart ne s'est toujours pas prononcé sur la fouille des avocats, que refusent les avocats de Klaus Croissant.

PROGRAMME TÉLÉ

Mardi 14 mars

TF 1

18 h 25 - Pour les jeunes
18 h 55 - Le renard à l'anneau d'or
19 h 10 - Une minute pour les femmes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Campagne électorale
21 h 15 - Les trains de l'histoire
22 h 05 - Musique en tête
23 h 00 - Journal et fin

A 2

18 h 25 - Desains animés
18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Campagne électorale
21 h 20 - Les dossiers de l'écran : *Terreur au 40^e étage*
23 h 30 - Journal et fin

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Scènes de la vie de province
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 35 - Campagne électorale
21 h 15 - Guerillas
22 h 55 - Journal
23 h 10 - Réussite

Mercredi 15 mars

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien raconte
19 h 50 - Tirage du loto
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Campagne électorale
21 h 15 - Ne pleure pas. Avec Charles Vanel.
23 h 05 - Titre courant. Avec Guy Lagorce.
23 h 15 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Campagne électorale
21 h 20 - Question de temps
22 h 25 - Il y a cent ans naissait Alfred Cortot. *Pianiste des années trente*.
23 h 30 - Journal et fin

FR 3

12 h 15 à 16 h 55 - Relais de TF 1
19 h 40 - Scènes de la vie de province. *Vivre au pays... des chants. Au delà d'une flûte à bec*.
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures.
20 h 35 - Campagne électorale
21 h 15 - Casablanca. *Film de Michael Curtiz (1943). Avec Humphrey Bogart et Ingrid Bergman*.
22 h 40 - Journal
22 h 55 - Ciné regards. Hollywood USA : Richard Brooks

QU'EST-CE QUE L'ÉCOLOGIE ?

De Laura CONTI

● L'ouvrage de Laura Conti porte comme sous titre «Capital, travail et environnement». On pourrait lui ajouter : «Pour une écologie politique», ou encore, «Pourquoi le capitalisme est-il anti-écologique». C'est dire que ce petit livre mérite une mention particulière, parmi l'ensemble des ouvrages traitant de l'écologie. Il en existe de plus complets sur le

Trois grandes parties s'efforcent de donner un point de vue d'ensemble sur les équilibres naturels de notre planète et sur ce qui, aujourd'hui, les menace d'une manière nouvelle.

L'eau est considérée comme l'un des principaux facteurs de l'apparition et de l'évolution des espèces vivantes, et ses cycles y sont mis en évidence. L'utilisation anarchique de l'eau comme marchandise est d'ailleurs à la source de la rupture d'un équilibre : l'accélération de sa circulation a entraîné en quelques générations une diminution notable de la quantité d'eau en transit entre le ciel et la mer. Or cette eau est déterminante pour les espèces vivantes sur les terres émergées. A ce propos, Laura Conti dénonce la philosophie implicite des diverses lois qui prétendent réglementer, dans les pays capitalistes développés, les rejets toxiques. Seule la concentration des rejets est visée alors que le véritable problème est celui de leur quantité. Les industriels l'ont bien compris, puisque, loin de diminuer le tonnage de leurs rejets, ils se contentent de les diluer dans de plus grandes

quantités d'eau, augmentant du même coup le gaspillage de cette matière précieuse.

LE CYCLE DE LA MATIÈRE ET LE FLUX DE L'ÉNERGIE

Après l'eau, l'énergie est le principal facteur d'organisation de la matière. Jusqu'à un passé très récent, où est apparue l'utilisation de l'énergie nucléaire, la seule source d'énergie (à l'exception de la chaleur interne de la terre) est celle du soleil. On lui doit, par le biais de la photosynthèse, la modification de l'atmosphère, qui, dans la prime jeunesse de notre planète ne comportait pas d'oxygène. Or l'apparition du capitalisme est liée de façon très étroite à l'utilisation des sources d'énergie fossiles (charbon et pétrole). La recherche du profit maximum, caractéristique de son stade actuel s'est traduite par une croissance exceptionnelle de leur consommation, sans que cela ne tracasse le moins du monde les économistes bourgeois, jusqu'à un passé récent. Les conséquences en sont graves : d'une part, ces

plan scientifique, de plus «radicaux» (en apparence) au niveau des idées et de la réflexion sociale. Il en existe peu qui soient le fruit d'un effort scientifique, reconnaissant la validité des thèses marxistes sur l'histoire des sociétés humaines, appliquée aussi bien à la critique des sciences de la nature qu'à l'analyse des rapports sociaux.

matières premières viendront à disparaître, d'autre part, elles utilisent de l'énergie solaire accumulée il y a des millions d'années, sans que la même quantité d'énergie ne soit stockée, et alors que la diminution notable de la superficie forestière et la pollution des océans diminuent la capacité de photosynthèse de la végétation. L'énergie nucléaire ne constitue pas, à l'heure actuelle, une bonne solution de remplacement, en raison des déséquilibres écologiques graves et durables qu'elle introduit.

AGRICULTURE RESSOURCES ALIMENTAIRES, DÉMOGRAPHIE

Le problème essentiel des ressources agricoles est traité sous un angle intéressant : il ne s'agit pas de prôner le retour à la charrue à bœufs, ni l'abandon immédiat des engrais chimiques, mais d'analyser dans quel sens va l'évolution actuelle. Laura Conti montre que parvenu à un certain stade, l'accroissement des rendements agricoles est un

leur, puisqu'un simple maintien des rendements actuels supposerait un accroissement de la consommation d'engrais, et par là même un gaspillage d'énergie et une menace pour d'autres espèces vivantes. D'autre part, la prétendue rationalisation de l'agriculture revient en fait à diminuer la diversité des espèces vivantes, en un mot la quantité d'informations accumulées dans les espèces vivantes au long de l'évolution.

A propos de la démographie, l'auteur donne une interprétation personnelle du débat entre Malthus et Marx qui ne manque pas d'intérêt : selon elle, le débat se situait pour Malthus entre population et ressources, et pour Marx, qui affirmait à juste titre qu'il n'y a pas contradiction antagonique entre les deux.

L'ouvrage de Laura Conti fournit une solide argumentation pour démontrer la nature anti-écologique du capitalisme, et de ce fait, la nature anti-capitaliste du combat écologique, ce que n'ont pas forcément compris tous les écologistes.

Eric BREHAT

Et l'acier fut trempé

88^e épisode

A la suite d'une trahison les trains et la ville sont sans combustible. Pour s'en sortir, il est décidé par le comité provincial de poser en trois mois une voie de chemin de fer qui reliera la gare au chantier de coupe du bois.

On gara le train, et les voyageurs consternés furent informés de la cause de cet arrêt. Les wagons surchargés s'emplirent de gémissements et de jurons furieux.

— Adressez-vous donc au vieux qui vient là-bas sur le quai. C'est le chef de chantier. Il peut vous faire livrer du bois tout de suite avec ses traîneaux. C'est des bûches qui leur servent de traverses.

Forts de ce conseil du chef de gare, le chef de train et ses aides s'en vinrent trouver Tokarev.

— Je veux bien vous donner du bois, mais pas pour rien, car nous l'utilisons pour poser la voie. Notre chantier est enseveli sous la neige. Vous avez dans ce train six à sept cents voyageurs. Que les femmes et les enfants restent dans les wagons. Mais que tous les hommes s'arment de pelles et nous aident jusqu'à ce soir à déblayer. En échange, vous aurez du bois. S'ils refusent, ils peuvent attendre jusqu'au Nouvel An.

Extraits

Nicolas OSTROVSKI

— Regardez, les gars, tous ces gens qui rappiquent ! Il y a même des femmes, fit une voix étonnée derrière Kortchaguine.

Pavel se retourna. Tokarev s'approcha de lui : — Tiens, voilà cent bonshommes, donne-leur du travail et surveille-les pour qu'ils ne restent pas sans rien faire.

Kortchaguine commença à distribuer les tâches aux nouveaux arrivés. Un homme de belle stature, en uniforme de technicien des chemins de fer, col de fourrure, toque d'astrakan, considérait sa pelle d'un air indigné et exprimait sa rancœur à une jeune femme en petit chapeau de phoque surmonté d'un pompon :

— Je refuse de déblayer la neige, personne n'a le droit de m'y contraindre. Si on me demande, en ma qualité d'ingénieur des ponts et chaussées, d'organiser le travail, je le ferai volontiers, mais ni toi ni moi n'avons à jouer les terrassiers. Cela n'est prévu par aucun règlement. Le vieux agit au mépris de la loi. Je porterai plainte contre lui. Qui est le chef d'équipe ici ? demanda-t-il à son voisin.

Kortchaguine s'approcha. — Pourquoi ne travaillez-vous pas, citoyen ? L'homme toisa Pavel avec mépris. — Qui êtes-vous donc ? — Je suis un ouvrier. — Dans ce cas, je n'ai rien à vous dire. Faites venir le chef d'équipe ou celui qui en tient lieu...

Kortchaguine le regarda en dessous.

— Si vous ne voulez pas travailler, vous êtes libre. Mais vous ne remonterez pas dans le train sans notre visa. Ordre du chef de chantier.

— Et vous, citoyenne, vous refusez également : dit Pavel en se tournant vers la femme.

Il fut pétrifié d'étonnement : Tonia Troumanova ! Elle reconnut difficilement Kortchaguine dans l'individu dépenaillé qui lui parlait. Vêtu de loques, chaussé de façon invraisemblable, une serviette sale autour du cou, crasseux, hirsute, c'était pourtant bien Pavel. Seuls les yeux n'avaient pas changé et brûlaient de la même flamme obstinée. Ses yeux... Et ce vagabond déguenillé, elle l'avait aimé naguère. Comme tout avait changé !

Mariée depuis peu, elle accompagnait son époux à la ville où il allait rejoindre son poste, à la tête d'un service important de la Direction des transports. Et voilà dans quelles circonstances elle rencontrait son amour de jeunesse. Elle était même gênée à l'idée de lui serrer la main. Qu'en penserait Vassili ? Comme c'était désagréable que Kortchaguine soit tombé si bas. Tout ce qu'avait pu faire ce chauffeur, c'était devenir terrassier.

Elle restait indécise, rouge de confusion. L'ingénieur fut exaspéré de ce qu'il prit pour l'attitude cynique de ce va-nu-pieds qui ne quittait pas sa femme des yeux. Il jeta sa pelle dans la neige et s'approcha de Tonia.

— Viens, Tonia, je ne peux pas m'empêcher de m'énerver en regardant ce lazzarone.

Par la lecture du roman «Giuseppe Garibaldi», Kortchaguine savait ce qu'était un lazzarone.

A SUIVRE

L'ascension du marketing en politique

LE CANDIDAT : UN PRODUIT PARTICULIER

Enquête de Philippe DANZAIN



Toute aspiration doit être utilisée par la publicité.

Le marché est pour les industriels une donnée fondamentale. Une fois une marchandise produite, il faut encore la vendre pour réaliser un profit. Or, il existe de nombreux produits rendant le même service que celui que l'on a fabriqué. Aussi le capitaliste doit-il recourir au marketing. Par un ensemble de sondages, il va chercher à connaître le marché. S'il veut vendre un shampoing par exemple, il ne lui sera pas indifférent de savoir que l'on ne se lave la tête que par simple souci d'hygiène. Un utilisateur de shampoing peut avoir peur que celui-ci abîme le cuir chevelu. Ou au contraire, il cherche un produit puissant car il se lave rarement les cheveux. Tous les utilisateurs ne consacrent pas le même bud-

get au shampoing. En fonction de ses constatations, le publicitaire va tenter de nous persuader que tel produit est plus efficace et moins cher, par exemple, mais aussi qu'il satisfera un certain nombre de désirs qui n'ont qu'un rapport lointain avec le nettoyage des cheveux.

LA PUBLICITÉ EST POLITIQUE

Pour être efficace, la publicité doit se conformer aux idées qui dominent à une période donnée, et si c'est possible, être un peu en avance sur la mode. Elle véhiculera donc des idées reçues. En véhiculant ces idées, la publicité les renforce. Par exemple, tel déodorant va affirmer aux femmes que grâce à lui,

elles pourront remplir ce qui est supposé être leur objectif principal : séduire le mari. On fait d'une pierre deux coups : on persuade d'acheter le produit pour séduire le mari, et on répète une fois de plus que le rôle de la femme est de séduire. Mais la publicité peut aussi détourner des aspirations qui vont à l'encontre de la société bourgeoise. La volonté des femmes de se libérer a servi de prétexte à de nombreuses campagnes publicitaires. La machine à laver, le savon, l'aspirateur, sont présentés comme la solution à l'oppression des femmes. Une agence d'intérim n'a pas hésité à se présenter comme libératrice !

Les femmes peuvent désirer acheter par exemple un appareil ménager pour diminuer leur charge de travail à la maison : l'utilisation publicitaire de cette aspiration visera alors à propager l'illusion que, dans le cadre du système en place, les femmes peuvent être libérées, grâce au « progrès ».

1 % DU MARCHÉ PUBLICITAIRE

Puisqu'on peut vendre des produits grâce à des idées, pourquoi ne pas vendre directement les idées ? C'est le raisonnement qu'a dû se tenir

De plus, les publicitaires sont soucieux d'assurer leur propre image de marque. Or il est plus difficile de s'attribuer un succès politique qu'un succès commercial. Une campagne qui fait monter les ventes est une bonne campagne. Par contre, un candidat qui améliore son score de 5 ou 6 %, s'il n'est pas élu, n'est qu'un battu. Aussi, bien des agences préfèrent s'abstenir. De toute manière, la politique représente 1 % du chiffre d'affaire annuel des publicitaires. Mais ce 1 %, du fait de l'abstention d'une partie des agences (le patron de Publicis, n'a-t-il pas fait savoir bruyamment qu'il ne ferait pas de campagne politique ?) devient un gâteau très appréciable pour les marketeurs politiques.

L'INCONVENIENT : LE CANDIDAT

Pour les agences, un candidat aux élections est une marchandise à vendre. Mais une marchandise particulière. Nous avons vu que pour vendre un produit, on s'appuie sur des motivations. Dans le cas d'un candidat, les motivations sont particulièrement floues et changeantes. L'image de marque est beaucoup plus fragile. Il suffit d'une révélation d'un petit collègue pour tout mettre par terre. Ou même, une

bourgeoisie vaguement Maurassienne. Le marketeur aura donc une marge de manœuvre limitée, et comme l'image de marque est changeante, il devra recourir à plusieurs sondages en cours de campagne. Mais le sondage en matière politique est beaucoup moins sûr qu'en matière commerciale. Le « sondé » ne livre pas forcément ses intentions de vote réelles, ou se tait.

De plus, le candidat n'est pas seul à recourir au marketing politique. Une campagne opérée dans de bonnes conditions peut faire gagner 5 ou 6 points. Comme la partie se joue à quitte ou double, l'agence n'est utile qu'à un candidat, bien placé d'avance : ce sont les intérêts de la bourgeoisie qui décident des résultats électoraux. Le marketing n'apporte que le « coup de pouce » final.

Le marketing électoral contient deux aspects : la campagne publicitaire elle-même, et les sondages. En général, les agences ne fournissent que l'un ou l'autre.

Une agence telle que la SOFRES fournira au candidat un ou plusieurs sondages accompagnés des conseils de marketing nécessaires. Une agence comme RSC (Roux Séguéla

Dictature à vendre !

La publicité politique est utilisée pour les candidats. Elle peut aussi servir à vendre un État, pour y attirer les capitaux. Régulièrement, *Le Monde* publie des pages entières de publicité pour des pays, profitant souvent d'une période où ils sont à « la une » de l'actualité. La Côte d'Ivoire, par exemple a profité du voyage de Giscard pour publier sa publicité.

Le 1^{er} février, un quotidien parisien révélait que le régime Videla avait confié, à l'occasion de la coupe du monde de foot-ball en Argentine, le soin d'organiser une campagne publicitaire à la société «Burston-Masteller». Cette campagne devait toucher huit pays, dont la France. Au programme : montrer les réalisations économiques du régime, soudoyer les journalistes, utiliser en toutes occasions Monzon, Fangio ou l'écrivain Louis Borgès. Et publier des encarts dans la presse, ce qui n'est pas très original.

Interrogé sur la répression en Argentine, le représentant de la compagnie a répondu : « Il y a trop de gens qui pensent encore en termes de droits de l'homme au lieu de voir les succès économiques. »

Les colis

Quelques exemples de produits figurant dans le catalogue envoyé par une agence de marketing électoral à des candidats :

- deux sondages : 48 900 F
- 100 T-shirts : 2 106 F
- 100 auto-collants : 3 828 F
- 4 séances de formation télévision : 6 938 F
- un journal de quatre pages, quinze numéros tirés à 5 000 exemplaires : 135 735 F

La brochure révèle bien d'autres secrets : fichiers d'adresses, affiches, tracts, bonnets et boîtes d'allumettes.



On vend aussi la révolution. Mais celle de 1789 !

Bongrand en contactant Leca-

nuet. Moyennant finances, le politicien aura, comme l'industriel, recours au publicitaire pour faire tomber les voix dans son escarcelle. Les spécialistes de la vente sont suffisamment rompus à l'intox pour faire passer, au mieux, un programme ou des promesses, au pire, un homme.

Cependant, tous les publicitaires ne pratiquent pas le marketing politique. Et cela, pour plusieurs raisons. La première tient au fait que si elle apparaît liée à un parti, l'agence risque de s'attirer la vindicte de certains clients. Un industriel qui, parfois, donne des fortunes à un parti, n'hésiterait probablement pas à boycotter une agence qui semble servir le parti rival.

bévue, une grimace peuvent réduire à néant les résultats des campagnes. Les débats, meetings sont de bons moyens de promotion, mais aussi autant de nouveaux risques.

Enfin, un candidat est une personne qui n'est pas aussi malléable qu'une marchandise. On n'imagine pas Sanguinetti jouant sur une image d'ouverture d'esprit, Bigeard tablant sur la culture ou Médecin sur la probité et la liberté de la presse. Les candidats sont en général attachés à certains aspects de leur ligne politique qui bloquent un travail de marketing.

Un Ruyér ne peut espérer le soutien que de petits commerçants poujadistes ou d'une vieille

Cayzac) fournira du matériel de propagande, des conseils pour la campagne, elle prendra en charge l'aspect « promotion ».

Le candidat pourra quand même trouver des agences qui prendront toute sa campagne en charge, comme «services et méthodes». Le prix élevé d'une «bonne» campagne pousse souvent les candidats à recourir ponctuellement à une agence, pour se faire réaliser un sondage, lui donner des conseils.

D'après le directeur adjoint de l'IFOP, une campagne électorale dans une grande ville telle que Lille revient à plusieurs millions de Francs. On comprend que des candidats y regardent à deux fois.